



Novembre 2017

---

# **Dispositions d'exécution de la nouvelle loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie**

## **Révision totale de l'ordonnance sur l'énergie**

### **Commentaires**

---



## Table des matières

1.	Contexte .....	1
1.1	Stratégie énergétique 2050 .....	1
1.2	Révision totale de l'ordonnance sur l'énergie .....	1
1.2.1	Loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie .....	1
1.2.2	Révision partielle d'autres lois fédérales .....	2
1.3	Adaptations nécessaires à l'échelon de l'ordonnance.....	3
2.	Grandes lignes du projet .....	4
2.1	Garantie d'origine et marquage de l'électricité .....	4
2.2	Aménagement du territoire et développement des énergies renouvelables .....	5
2.2.1	Intérêt national.....	5
2.2.2	Coordination au niveau fédéral (guichet unique) .....	6
2.3	Obligation de reprise et de rétribution.....	6
2.4	Consommation propre .....	7
2.5	Appels d'offres publics pour les mesures d'efficacité .....	7
2.6	Garanties pour la géothermie et contributions à la recherche de ressources géothermiques .....	8
2.7	Indemnisation pour les centrales hydroélectriques .....	8
2.8	Supplément perçu sur le réseau.....	8
2.9	Remboursement du supplément.....	8
2.10	Bâtiments .....	9
2.11	Consommation énergétique des entreprises .....	10
2.12	Mesures d'encouragement .....	10
3.	Conséquences financières, sur le personnel et autres conséquences pour la Confédération, les cantons et les communes .....	10
4.	Conséquences sur l'économie, l'environnement et la société .....	11
5.	Relation avec le droit européen .....	11
6.	Commentaires des dispositions .....	11
7.	Commentaires des annexes .....	34



# 1. Contexte

## 1.1 Stratégie énergétique 2050

A la suite de la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011, le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé que la Suisse sortirait progressivement de l'énergie nucléaire. Cette décision et d'autres changements en profondeur du contexte énergétique national et international impliquent une transformation du système énergétique suisse. Afin d'adapter de manière optimale le cadre juridique à ces développements, le Conseil fédéral a adopté le 4 septembre 2013 le message relatif au premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050 (Révision du droit de l'énergie) et à l'initiative populaire fédérale «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire)» à l'attention du Parlement (FF 2013 6771). Les orientations de la politique énergétique actuelle de la Confédération sont – à l'exception du domaine de l'énergie nucléaire – prolongées en fixant de nouveaux objectifs. Il s'agit ainsi de réduire la consommation d'énergie et d'électricité, d'augmenter la part des énergies renouvelables, de garantir l'accès aux marchés internationaux de l'énergie, de transformer et développer les réseaux électriques, de renforcer la recherche énergétique, d'encourager la fonction d'exemple des pouvoirs publics et d'intensifier la coopération internationale.

## 1.2 Révision totale de l'ordonnance sur l'énergie

Le 30 septembre 2016, le Parlement a adopté la loi sur l'énergie entièrement révisée (LEne, FF 2016 7469). Le peuple suisse a accepté le projet le 21 mai 2017. Les mesures doivent permettre d'intégrer systématiquement les potentiels d'efficacité énergétique disponibles et d'exploiter les potentiels de la force hydraulique et des nouvelles énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermie, biomasse). La révision totale de la LEne va de pair avec l'adaptation de onze autres lois fédérales.

### 1.2.1 Loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie

Une série de mesures doivent promouvoir le développement de la production électrique à partir des énergies renouvelables et garantir la production actuelle. La révision totale de la LEne apporte en particulier les nouveautés suivantes:

- *Système de rétribution de l'injection (art. 19 ss LEne):* la production électrique issue des énergies solaire, éolienne, géothermique et de la biomasse se trouve encore en plein développement technologique. Comme les coûts de production sont actuellement encore supérieurs au prix de marché de l'électricité, les exploitants d'installations correspondantes peuvent faire valoir, depuis 2009, un droit à la rétribution du courant injecté (RPC). Son financement est assuré par le supplément perçu sur le réseau. Ce supplément, payé par les gestionnaires de réseau, est répercuté sur les consommateurs d'électricité (art. 35, al. 1, LEne). L'augmentation du supplément fournit des ressources supplémentaires au système de rétribution de l'injection. Comme la plupart des producteurs devront désormais vendre leur électricité directement sur le marché, le système de rétribution de l'injection sera plus proche des conditions de marché que l'actuelle RPC. Ainsi, les producteurs seront incités à vendre de l'électricité lorsque l'offre n'arrive pas à suivre la demande et que le prix est plus élevé. Par ailleurs, le système d'encouragement est limité dans le temps: les contributions de soutien aux nouvelles installations ne pourront plus être approuvées que pendant cinq ans après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi (art. 38, al. 1, let. a, LEne).
- *Contributions d'investissement (art. 24 ss LEne):* les exploitants de petites installations photovoltaïques (d'une puissance inférieure à 30 kW) pouvaient déjà demander une contribution unique aux coûts d'investissement d'une installation. Cette contribution, dite rétribution unique, couvre au maximum 30% des coûts d'investissement d'une installation comparable (installation de référé-



rence). Désormais, les installations photovoltaïques de plus grande taille peuvent aussi en bénéficier: le Conseil fédéral fixe la limite de puissance par voie d'ordonnance (art. 24, al. 1, let. a, LEné). Un système similaire est créé pour les nouvelles grandes installations hydroélectriques (d'une puissance supérieure à 10 MW), pour les nouvelles usines d'incinération des ordures ménagères (UIOM) et stations d'épuration des eaux usées (STEP) de même que pour les nouvelles centrales à bois d'importance régionale. Des contributions d'investissement sont également prévues pour les agrandissements ou rénovations notables de telles installations. Le financement est assuré par le supplément perçu sur le réseau (art. 35, al. 2, let. d, LEné). Aucun nouvel engagement pour des contributions d'investissement (rétributions uniques comprises) ne sera pris au-delà de 2030 (art. 38, al. 1, let. b, ch. 1 et 2, LEné).

- *Soutien en faveur des grandes centrales hydroélectriques existantes (art. 30 LEné)*: les prix de l'électricité sont actuellement exceptionnellement bas sur le marché européen. Les prix se sont effondrés au point qu'ils ne couvrent plus les coûts de revient de la plupart des centrales hydroélectriques suisses. Comme la force hydraulique constitue un pilier important de l'approvisionnement électrique de la Suisse, la nouvelle LEné ne se borne pas à encourager de nouvelles installations, elle soutient aussi financièrement les centrales existantes: une prime de marché peut être demandée pour rétribuer l'électricité produite par de grandes centrales hydroélectriques suisses (dont la puissance est supérieure à 10 MW) et qui doit être vendue à un prix inférieur à son coût de revient. Cette prime de marché est plafonnée (1,0 ct./kWh) et les ressources globalement disponibles sont limitées. D'une durée maximale de cinq ans (art. 38, al. 2, LEné), la mesure est financée par le supplément perçu sur le réseau (art. 35, al. 2, let. e, LEné).
- *Supplément perçu sur le réseau (art. 35 LEné)*: les nouvelles dispositions de la LEné relèvent le montant maximum du supplément perçu sur le réseau de 1,5 ct./kWh actuellement à 2,3 ct./kWh (art. 35, al. 3, LEné). Le fonds alimenté par le supplément finance le système de rétribution de l'injection (art. 19 ss LEné), les rétributions uniques (art. 25 LEné), les contributions d'investissement (art. 26 et 27 LEné), la prime de marché pour la grande hydraulique (art. 30 LEné), les appels d'offres publics pour l'efficacité électrique (art. 32 LEné), les contributions à la recherche de ressources géothermiques et les garanties pour la géothermie (art. 33 LEné), les mesures d'assainissement des cours d'eau (art. 34 LEné), les engagements en cours liés aux instruments de rétribution actuels (RPC et financement des coûts supplémentaires) de même que les coûts d'exécution.
- *Intérêt national (art. 12 s. LEné)*: la protection de la nature et des paysages entre dans nombre de cas en conflit avec l'exploitation des sources d'énergie renouvelables pour produire de l'électricité. Lorsque les autorités chargées de l'aménagement, les autorités investies du pouvoir de décision ou les tribunaux doivent trancher entre intérêts de protection et intérêts d'utilisation, tous deux doivent à l'avenir bénéficier du statut d'intérêt national et représenter des valeurs équivalentes lors de la pesée des intérêts.
- *Procédure d'autorisation (art. 14 LEné)*: à l'avenir, les procédures d'autorisation pour les nouvelles installations destinées à produire de l'électricité à partir d'énergies renouvelables doivent être raccourcies et simplifiées.

## 1.2.2 Révision partielle d'autres lois fédérales

Des gains d'efficacité dans les domaines des transports et des bâtiments doivent être réalisés grâce à la révision de la loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (loi sur le CO<sub>2</sub>, RS 641.71), de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD; RS 642.11) et de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID; RS 642.14). Les mesures suivantes sont prioritaires:



- *Prescriptions relatives aux émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules:* les transports sont responsables de plus d'un tiers de la consommation totale d'énergie et des émissions de CO<sub>2</sub> en Suisse. La modification de la loi sur le CO<sub>2</sub> effectuée dans le cadre de la révision totale de la LEné renforce les prescriptions actuelles sur les émissions de CO<sub>2</sub>. Le niveau moyen des émissions des voitures de tourisme immatriculées pour la première fois doit être réduit à seulement 95 g CO<sub>2</sub>/km d'ici à fin 2020 (art. 10, al. 1, de la loi sur le CO<sub>2</sub>). Les prescriptions sont en outre étendues aux voitures de livraison et aux tracteurs à sellette légers, dont les émissions moyennes ne doivent pas dépasser 147 g CO<sub>2</sub>/km jusqu'à fin 2020. Ces deux mesures sont conformes au droit européen.
- *Programme Bâtiments:* en Suisse, environ 40% de la consommation d'énergie et environ un tiers des émissions de CO<sub>2</sub> sont imputables au secteur du bâtiment. Avec le programme Bâtiments, la Confédération et les cantons veulent réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub> du parc immobilier suisse en contribuant financièrement à la rénovation énergétique des bâtiments. Le programme est financé par une part des recettes de la taxe sur le CO<sub>2</sub> prélevée sur les combustibles et par des prestations cantonales. La modification de la loi sur le CO<sub>2</sub> effectuée dans le cadre de la révision totale de la LEné permet d'allouer plus de moyens provenant de la taxe sur le CO<sub>2</sub> au programme Bâtiments (art. 34 de la loi sur le CO<sub>2</sub>), ce qui le renforce.
- *Utilisation directe de la géothermie:* désormais, une petite part de la taxe sur le CO<sub>2</sub> sera affectée à l'encouragement de l'utilisation directe de la chaleur géothermique obtenue de réservoirs naturels d'eau chaude (art. 34, al. 2, de la loi sur le CO<sub>2</sub>).
- *Incitations fiscales dans le domaine du bâtiment:* les investissements effectués dans des rénovations énergétiques de bâtiments peuvent déjà être déduits des impôts sur le revenu. Suite à la modification du droit fiscal effectuée dans le cadre de la révision totale de la LEné, les frais de démolition liés aux nouvelles constructions de remplacement sont désormais déductibles. Ces frais ainsi que les coûts d'investissement énergétiques sont dorénavant déductibles aussi pendant les deux périodes fiscales suivantes dans la mesure où ces dépenses ne peuvent pas être entièrement prises en compte fiscalement l'année où elles ont été effectuées. De cette manière, un plus grand nombre de rénovations complètes devrait être réalisé par rapport aux rénovations partielles, lesquelles sont aujourd'hui plus intéressantes fiscalement.
- *Energie nucléaire:* dans sa version révisée, la loi du 21 mars 2003 sur l'énergie nucléaire (LENu; RS 732.1) interdit la construction de nouvelles centrales nucléaires. Le nouveau droit ne permet plus de délivrer une autorisation générale pour la construction de nouvelles centrales nucléaires ni pour la modification fondamentale de centrales nucléaires existantes (art. 12a et 106, al. 1bis, LENU). Comme par le passé, les centrales nucléaires existantes peuvent rester en exploitation tant qu'elles sont sûres. L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) détermine si les conditions d'une exploitation sûre sont réunies. En outre, la LENU contient désormais une interdiction de retraitement ou d'exportation à cette fin des éléments combustibles usés (art. 9 LENU). Le moratoire décidé antérieurement par le Parlement sur l'exportation d'éléments combustibles usés aux fins de retraitement est remplacé par une interdiction de durée illimitée.

### 1.3 Adaptations nécessaires à l'échelon de l'ordonnance

Les modifications au niveau de la loi impliquent d'adapter les ordonnances suivantes:

- Ordonnance du 7 décembre 1998 sur l'énergie (OEné; RS 730.01)
- Ordonnance du 21 mai 2008 sur la géologie nationale (OGN; RS 510.624)
- Ordonnance du 30 novembre 2012 sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (ordonnance sur le CO<sub>2</sub>; RS 641.711)



- Ordonnance du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) du 24 novembre 2006 sur l'attestation du type de production et de l'origine de l'électricité (OAO; RS 730.010.1)
- Ordonnance du 22 novembre 2006 sur les émoluments et les taxes de surveillance dans le domaine de l'énergie (Oémol-En; RS 730.05)
- Ordonnance du 10 décembre 2004 sur l'énergie nucléaire (OENu; RS 732.11)
- Ordonnance du 14 mars 2008 sur l'approvisionnement en électricité (OApEI; RS 734.71)

Deux nouvelles ordonnances sont créées dans le cadre de la révision totale de l'OEnE, outre celle-ci. La nouvelle ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables (OEnER) résume des dispositions concernant l'utilisation des ressources fournies par le supplément perçu sur le réseau pour produire de l'électricité à partir des énergies renouvelables. Ces dispositions comprennent les domaines suivants: système de rétribution de l'injection, rétribution unique, contributions d'investissement et soutien à la grande hydraulique existante. Quant à la nouvelle ordonnance sur les exigences relatives à l'efficacité énergétique d'installations, de véhicules et d'appareils fabriqués en série (ordonnance sur les exigences relatives à l'efficacité énergétique; OEEE), elle résume des dispositions, comprises jusqu'à présent dans l'OEnE, qui visent les installations, les véhicules et les appareils. Les parties restantes demeurent dans l'OEnE. Les rapports explicatifs spécifiques renseignent en détail sur ces diverses révisions partielles.

## 2. Grandes lignes du projet

Comme l'utilisation des ressources issues du supplément perçu sur le réseau pour produire de l'électricité à partir d'énergies renouvelables et les exigences relatives à l'efficacité énergétique des installations, des véhicules et des appareils fabriqués en série sont régies par des ordonnances distinctes, les dispositions de l'OEnE totalement révisée couvrent les aspects suivants:

- la garantie d'origine et le marquage de l'électricité (chapitre 2);
- l'aménagement du territoire dans le cadre du développement des énergies renouvelables (chapitre 3);
- l'injection d'énergie de réseau et la consommation propre (chapitre 4);
- les appels d'offres publics pour les mesures d'efficacité, les garanties pour la géothermie et les contributions à la recherche de ressources géothermiques ainsi que l'indemnisation de mesures d'assainissement dans le cas d'installations hydroélectriques (chapitre 5);
- le supplément perçu sur le réseau (chapitre 6);
- l'utilisation économe et efficace de l'énergie dans les bâtiments et les entreprises (chapitre 7);
- l'encouragement (chapitre 8) et
- la collaboration internationale (chapitre 9), l'analyse des impacts et le traitement des données (chapitre 10), ainsi que l'exécution (chapitres 11 et 12).

### 2.1 Garantie d'origine et marquage de l'électricité

La LEne totalement révisée (art. 9) régit les principes de la garantie d'origine et du marquage de l'électricité de manière plus complète et plus contraignante que le droit en vigueur. Il en découle des adaptations à l'échelon de l'ordonnance. Jusqu'à présent, il fallait prioritairement recourir aux garanties d'origine pour le marquage de l'électricité. Mais il était aussi possible d'indiquer «agents énergétiques non vérifiables» en l'absence de garantie (courant dit «gris»). Désormais, les garanties d'origine sont indispensables au marquage de l'électricité. L'indication «agents énergétiques non vérifiables» n'est plus autorisée. Quiconque fournit de l'électricité à des clients finaux doit par conséquent



toujours annuler la quantité correspondante de garanties d'origine. Ainsi, la responsabilité du marquage et de l'acquisition des garanties d'origine est réglementée sans ambiguïté. L'actuelle obligation d'informer des redistributeurs est dès lors sans objet. En outre, il est désormais explicitement prévu que l'électricité utilisée par les chemins de fer et les pertes inhérentes au (pompage-) turbinage sont également soumises à l'obligation de marquage. S'agissant des pertes de réseau, le gestionnaire de réseau peut choisir s'il veut les marquer ou non. Afin de garantir qu'un volume suffisant de garanties soit disponible, la possibilité est donnée d'utiliser des garanties de remplacement pour les pays d'origine et les technologies pour lesquels aucune garantie d'origine régulière n'est établie. Des informations contextuelles sur ces nouvelles dispositions figurent dans le rapport du Conseil fédéral du 13 janvier 2016 *Marquage de l'électricité: déclaration obligatoire intégrale avec des garanties d'origine*<sup>1</sup>. Désormais, l'obligation d'enregistrement au moyen de garanties d'origine ne s'applique pas seulement aux installations qui injectent de l'électricité dans le réseau, elle vaut en principe pour toutes les installations raccordées au réseau, même si elles utilisent elles-mêmes sur place la totalité de l'électricité qu'elles produisent. Ainsi, en Suisse, toutes les installations de production électrique d'une certaine taille sont intégrées dans le système de garantie d'origine. Pour des raisons de proportionnalité, les installations d'une puissance de raccordement de 30 kVA au maximum ou celles qui sont exploitées 50 heures par année au plus demeurent exceptées.

## 2.2 Aménagement du territoire et développement des énergies renouvelables

### 2.2.1 Intérêt national

L'utilisation des énergies renouvelables et leur développement revêtent désormais un intérêt national (art. 12 LEné). Les besoins inhérents à la production énergétique sont par principe considérés de valeur équivalente aux autres intérêts d'importance nationale, notamment aux objets bénéficiant du niveau de protection de l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP). De ce fait, il est possible de procéder au cas par cas à une pesée des intérêts entre la conservation, dans un état intact, de l'objet protégé d'importance nationale et l'utilisation destinée à la production d'électricité renouvelable. L'intérêt national influencera également la pesée des intérêts entre la production d'électricité renouvelable et d'autres intérêts nationaux (défense du pays, aviation civile, protection des eaux, etc.) ou concepts cantonaux de développement et d'utilisation. En vertu de l'art. 12, al. 2, LEné, en revanche, les nouvelles installations sont interdites dans les biotopes d'importance nationale et dans les réserves de sauvagine et d'oiseaux migrateurs d'importance nationale ou internationale.

Concrètement, les installations nouvelles et existantes d'une certaine taille et importance reçoivent le statut d'intérêt national. Le Conseil fédéral fixe la taille et l'importance requises en fonction de la technologie considérée. Cette mesure concerne la force hydraulique (y compris le pompage-turbinage) et l'énergie éolienne, car ce sont ces installations qui ont l'impact le plus important sur la nature et le paysage.

Conformément à l'art. 12 LEné, la taille et l'importance d'une installation déterminent si elle est d'intérêt national ou non. Sa taille fait référence à sa contribution à la production électrique suisse. Une installation a de l'importance quand elle est (également) importante dans le paysage énergétique suisse pour des raisons autres que sa taille (production énergétique brute). Tel est notamment le cas si une installation est en mesure de produire de manière flexible dans le temps, c'est-à-dire si elle peut être contrôlée et ainsi charger ou décharger le réseau selon les besoins. Le statut d'intérêt national est donc reconnu à une installation réglable à un seuil de production électrique inférieur à celui des

<sup>1</sup> Rapport du Conseil fédéral répondant au postulat 13.4182 de la conseillère aux Etats Verena Diener Lenz du 12 décembre 2013 (<https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/42532.pdf>).





installations non réglables. S'agissant des éoliennes, il importe en outre qu'elles fournissent en Suisse les deux tiers de leur production pendant les mois d'hiver.

### **2.2.2 Coordination au niveau fédéral (guichet unique)**

Le Conseil fédéral désigne une unité administrative pour coordonner les prises de position et les procédures d'autorisation au niveau fédéral (art. 14, al. 4, LEné): le guichet unique. La modification de l'OEné (art. 7) transfère cette tâche de coordination pour les éoliennes à l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). La tâche de l'OFEN consiste à réceptionner et à contrôler la qualité des requêtes et de mandes, à les transmettre et à en assurer le suivi ainsi qu'à renvoyer les réponses et les prises de position élaborées par les services compétents. Les tâches, les responsabilités et les procédures du guichet unique seront décrites de manière circonstanciée dans un concept détaillé. Le guichet unique ne représente pas une autorité unique au sens de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA; RS 172.010). L'OFEN n'a donc pas la compétence d'arrêter une prise de position consolidée de la Confédération ou de rendre une décision concentrée. Dans la mesure où aucun délai de traitement n'est prescrit, le Conseil fédéral édicte pour le traitement des requêtes et des demandes un délai d'ordre de 60 jours. Les délais d'ordre existants restent inchangés.

## **2.3 Obligation de reprise et de rétribution**

L'art. 15 de la LEné révisée règle l'obligation de reprise et de rétribution des gestionnaires de réseau pour l'électricité et le biogaz. L'ordonnance précise les directives concernant les conditions de raccordement correspondantes. Les gestionnaires de réseau et les producteurs doivent arrêter contractuellement les conditions de raccordement pour y régler en particulier les coûts de raccordement, la puissance d'injection maximale et la rétribution. Le contrat doit en outre préciser si le producteur injecte la totalité de son énergie dans le réseau ou s'il en consomme une partie sur place.

Les dispositions visant la rétribution distinguent les différents agents énergétiques conformément aux dispositions légales. L'électricité issue d'énergies renouvelables doit être rétribuée au moins au prix que le gestionnaire de réseau paie pour l'électricité qu'il acquiert par ailleurs, pour autant que la puissance de l'installation ne dépasse pas 3 MW ou que l'installation n'injecte pas plus de 5000 MWh par an dans le réseau, ou les deux. Le coût de cette acquisition comprend les coûts d'achat auprès d'un fournisseur aussi bien que les coûts de revient des propres centrales. Les tarifs de l'énergie de l'approvisionnement de base, qui doivent justement se fonder sur ces contrats d'achat et ces coûts de revient, peuvent servir de référence (art. 4, al. 1, OApEI). Toutefois, le tarif de l'approvisionnement de base et la rétribution minimale ne doivent pas coïncider exactement, puisque l'approvisionnement de base comprend des coûts de commercialisation et, cas échéant, une plus-value écologique. Le tarif énergétique déterminant pour la comparaison est celui visant le groupe de clients dont les profils de consommation sont plus ou moins comparables au profil d'injection de l'électricité renouvelable. En l'absence d'un tel groupe de clients, il faut se référer aux coûts d'acquisition (effectifs ou hypothétiques) d'une électricité équivalente. Le qualificatif «équivalent» se rapporte à la quantité d'énergie et au profil de puissance ainsi qu'à la possibilité de contrôler et de prévoir l'électricité acquise ou injectée. L'obligation de rétribution ne couvre pas la plus-value écologique de l'électricité. Cette plus-value ne doit être rétribuée que si la garantie d'origine est également reprise, ce à quoi rien n'oblige.

Sous réserve d'un accord différent entre le producteur et le gestionnaire de réseau, le prix horaire du marché, fixé à la bourse suisse de l'électricité pour le jour suivant, s'applique pour rétribuer l'électricité issue d'installations de couplage chaleur-force (installations CCF) alimentées (partiellement) par des énergies fossiles. S'agissant des installations de biogaz, en l'absence d'un accord différent, la loi prévoit que la rétribution doit se baser sur les coûts qui auraient prévalu si l'électricité avait été achetée auprès d'un tiers.





## 2.4 Consommation propre

En acceptant l'initiative parlementaire 12.400, le législateur a déjà ancré formellement dans la LEn le principe permettant de consommer son propre courant à qui en produit. Il s'est désormais révélé dans la pratique que d'autres personnes situées dans les environs de l'installation de production, et non pas son seul exploitant, devraient elles aussi pouvoir utiliser l'électricité produite sur place. Une telle pratique, d'ores et déjà licite sous le régime du droit actuel, se rencontre dans certains cas lorsque plusieurs consommateurs finaux se regroupent (regroupement dans le cadre de la consommation propre). Un tel regroupement recèle un potentiel particulièrement important pour utiliser efficacement de l'énergie produite de manière décentralisée. Des systèmes de commande et de réglage intelligents peuvent être employés pour utiliser la flexibilité dans le réseau de distribution et, par exemple, adapter ainsi activement la consommation à l'énergie électrique disponible. La gestion de différentes sources de flexibilité telles que la consommation et le stockage peut être effectuée par le détenteur de la flexibilité, c'est-à-dire le regroupement dans le cadre de la consommation propre ou par des tiers. Les solutions intelligentes pour les bâtiments ou pour le stockage décentralisé grâce à des batteries constituent des possibilités techniques, parmi beaucoup d'autres, susceptibles d'être sollicitées en raison de regroupements dans le cadre de la consommation propre pour utiliser l'électricité produite sur place. Le recours aux accumulateurs décentralisés accroît précisément la consommation propre. Une telle utilisation est facilitée par des instructions simplificatrices de mesure des accumulateurs ainsi que par une exploitation des accumulateurs utile au réseau. Les nouvelles possibilités offertes par la révision de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité contribuent à une telle exploitation. Les flexibilités, comme les accumulateurs, peuvent également être gérées par le gestionnaire du réseau en échange d'une rémunération ou de réductions tarifaires spéciales.

Il est nécessaire que le regroupement dans le cadre de la consommation propre assume en interne certaines responsabilités concernant le décompte et la mesure de l'électricité produite sur place. Le fait, en particulier, qu'un regroupement dans le cadre de la consommation propre puisse comprendre des propriétaires fonciers, des exploitants d'installation ainsi que des locataires et des preneurs à bail soulève des questions. Pour éviter des abus, pour clarifier la relation au gestionnaire de réseau et pour régler les droits relatifs à l'approvisionnement de base, à l'accès au marché et à la formation des prix, des conditions-cadre sont nécessaires aux rapports internes et externes du regroupement. En raison de leur position relativement plus faible lors de négociations au sein d'un regroupement avec des propriétaires fonciers dans le cadre de la consommation propre, les locataires et les preneurs à bail jouissent d'une certaine protection. Le regroupement de propriétaires fonciers ne nécessite toutefois pas de protection légale. La LEn révisée prévoit, pour le regroupement dans le cadre de la consommation propre, des droits et des devoirs spécifiques uniformes, tout en déléguant certaines compétences au Conseil fédéral (art. 17 et 18 LEn).

## 2.5 Appels d'offres publics pour les mesures d'efficacité

Outre l'accroissement prévu des ressources affectées aux appels d'offres publics dans le domaine de l'efficacité électrique (ProKilowatt), l'instrument d'encouragement doit être également étoffé par de nouvelles activités de promotion (art. 32, al. b et c, LEn). A l'avenir, les mesures d'efficacité seront également soutenues dans le domaine de la production et de la distribution d'électricité, y compris la production électrique à partir de rejets de chaleur qui ne peuvent être utilisés autrement, qui était jusqu'à présent explicitement exclu. Ces mesures d'efficacité permettent de réduire les pertes de conversion dans les installations électriques (p. ex. les générateurs, les transformateurs ou les compteurs électriques).

Deux nouvelles dispositions précisent d'importantes étapes de la procédure d'appels d'offres publics, déjà établies dans la mise en œuvre, à savoir la prise en compte et la sélection (art. 20) ainsi que la



possibilité de publier les données et rapports des responsables de projet et de programme dans le respect du secret d'affaires et de fabrication (art. 22, al. 2).

## **2.6 Garanties pour la géothermie et contributions à la recherche de ressources géothermiques**

L'instrument d'encouragement des contributions à la recherche de ressources géothermiques (recherche et découverte de réservoirs géothermiques) est désormais introduit dans l'art. 33 LEnE. Cet instrument complète l'instrument actuel d'encouragement de la garantie pour la géothermie. Une contribution à la prospection atténue sensiblement par anticipation le risque inhérent aux recherches, ce qui induit une disposition accrue à investir. Il est possible de déposer une requête pour bénéficier soit d'une contribution à la recherche de ressources géothermiques (recherche et découverte), soit d'une garantie pour la géothermie. Cette dernière ne demeure que pour la phase de réalisation en cas d'utilisation de la contribution à la recherche de ressources géothermiques, la probabilité de dommage étant alors plus faible (la réalisation n'intervient que si la recherche s'avère fructueuse). L'OFEN assure l'exécution de ces instruments d'encouragement. Les différentes procédures sont conçues sur le modèle de l'exécution de l'actuel instrument d'encouragement de la garantie pour la géothermie. Ces procédures sont réglementées en détail dans les annexes 1 (contributions à la recherche de ressources géothermiques) et 2 (garanties pour la géothermie). Ces deux instruments d'encouragement mettent en œuvre les motions 11.3563 «Géothermie profonde. Reconnaissance géologique dans toute la Suisse», déposée par le conseiller aux Etats Felix Gutzwiller, et 11.4027 «Plan d'action en faveur de la géothermie», déposée par la conseillère nationale Kathy Riklin, transmises par le Parlement.

## **2.7 Indemnisation pour les centrales hydroélectriques**

Désormais, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), et non plus la Société nationale du réseau de transport (Swissgrid SA), est responsable de statuer sur l'indemnisation en faveur des centrales hydroélectriques (art. 62, al. 2, LEnE) et sur les paiements correspondants au débit du fonds alimenté par le supplément (art. 35, al. 2, let. h, LEnE). Ce changement entraîne des modifications de la procédure. Les dispositions actuelles ne subissent aucun changement matériel.

## **2.8 Supplément perçu sur le réseau**

Le DETEC administre désormais le fonds alimenté par le supplément. L'OFEN définit la répartition des ressources entre leurs différentes affectations sur la base des critères visés à l'art. 36.

## **2.9 Remboursement du supplément**

Les dispositions visant le remboursement du supplément sont modifiées dans plusieurs domaines. Contrairement au droit en vigueur, les consommateurs finaux qui assument principalement une tâche de droit public en vertu d'une disposition légale ou contractuelle n'auront plus droit à un remboursement à l'avenir (art. 39, al. 3, LEnE). Le revenu du consommateur final détermine s'il accomplit principalement des activités de droit public. Si plus de la moitié de son revenu est généré par une tâche de droit public assumée en vertu d'une disposition légale ou contractuelle, il n'a pas droit au remboursement du supplément perçu sur le réseau. Les consommateurs finaux qui exploitent de grandes installations de recherche au sein d'établissements de recherche d'importance nationale sont exemptés de cette réglementation (art. 39, al. 3, 2<sup>e</sup> phrase, LEnE). Pour ceux-ci, en effet, le rapport entre les coûts d'électricité et la valeur ajoutée brute (intensité électrique) n'est pas déterminant pour évaluer leur droit au remboursement. En revanche, les autres conditions du remboursement – une convention



d'objectifs a été conclue et le montant remboursé au cours de l'exercice atteint au moins 20 000 francs – doivent être remplies. Si elles le sont, le supplément perçu sur le réseau que ces consommateurs finaux ont acquitté dans le cadre de l'exploitation desdites grandes installations de recherche sera intégralement remboursé. Les grandes installations de recherche au sein d'établissements de recherche d'importance nationale, pour lesquelles le remboursement du supplément peut être demandé, sont énumérées à l'annexe 4 de l'OEnE.

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle LEnE, l'obligation d'investir au moins 20% du montant remboursé dans des mesures supplémentaires disparaît. Les dispositions correspondantes à l'échelon de l'ordonnance sont adaptées en conséquence. Le supplément perçu sur le réseau et, en principe, aussi les coûts d'exploitation et de maintenance des propres réseaux de faible envergure peuvent également être inclus dans les coûts de l'électricité à l'avenir.

Par ailleurs, la réglementation des cas de rigueur est supprimée. La LEnE stipule que le Conseil fédéral peut prévoir, à certaines conditions, un remboursement partiel aux consommateurs finaux dont l'intensité électrique est inférieure à 5% (art. 42 LEnE). La réglementation initiale des cas de rigueur prévoyait un remboursement partiel, à certaines conditions, pour les consommateurs finaux dont l'intensité électrique était inférieure à 10% mais supérieure à 8%. Depuis 2014, les consommateurs finaux reçoivent un remboursement partiel dès que leur intensité électrique atteint 5%. Les consommateurs finaux qui ont fait valoir un cas de rigueur avant 2014 et ceux dont l'intensité électrique est égale ou supérieure à 5%, peuvent aujourd'hui demander un remboursement partiel et ne dépendent plus d'une clause pour cas de rigueur. C'est pourquoi la disposition concernant les cas de rigueur est abrogée.

## 2.10 Bâtiments

La révision de la LEnE et celle de l'art. 34 de la loi sur le CO<sub>2</sub> renforce le programme Bâtiments. Les actuelles partie A «Enveloppe des bâtiments» et B «Programmes cantonaux» du programme Bâtiments sont fusionnées et la totalité des moyens issus de l'affectation partielle de la taxe sur le CO<sub>2</sub> sont versés au programme Bâtiments sous forme de contributions globales aux programmes cantonaux (art. 34 de la loi sur le CO<sub>2</sub>). Les art. 16a, 16b et 17 de l'actuelle OEnE et la première section du chapitre 9 de l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub>, en particulier, sont révisés en conséquence.

Les mesures pour lesquelles des contributions globales peuvent être accordées s'élargissent à des activités d'encouragement supplémentaires en vertu de l'art. 34, al. 1, de la loi sur le CO<sub>2</sub>. A l'avenir, soutenus par les contributions globales de la Confédération, les cantons pourront promouvoir des mesures efficaces dans les domaines de l'enveloppe des bâtiments, de l'utilisation accrue des énergies renouvelables et des rejets de chaleur, du remplacement des chauffages électriques fixes à résistance, de l'efficacité électrique ainsi que de la formation et de la formation continue, de l'information et du conseil pour les architectes, les planificateurs, les installateurs et les propriétaires de bâtiments. Le nouvel art. 55 OEnE tient compte de cet élargissement. Les exigences élevées du modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa 2015) et les adaptations de l'OEnE sont censées exclure les effets d'aubaine. Un encouragement à double, notamment via la rétribution unique, les appels d'offres publics ou les mesures de formation et de formation continue du programme SuisseEnergie (art. 55, al. 2, let. c, OEnE), est explicitement exclu. Les mesures de construction ne sont encouragées au moyen de contributions globales que si la demande de soutien est déposée avant le début des travaux (art. 57, al. 1, OEnE). Les contributions globales ne peuvent pas être utilisées pour les bâtiments et installations publiques de la Confédération et des cantons (art. 57, al. 2, let. a, OEnE) et les installations consommant des énergies fossiles (art. 57, al. 2, let. b, OEnE). Conformément à l'art. 52, al. 3, LEnE, l'art. 58 concrétise la disposition concernant le certificat énergétique des bâtiments assorti d'un rapport de conseil, notamment en précisant le règlement des dérogations. Celles-ci se fondent sur le



ModEnHa 2015. Il est ainsi garanti que les cantons ne devront pas, une fois encore, adapter leurs programmes d'encouragement déjà alignés sur le ModEnHa 2015 pour 2017. Les adaptations concernant l'établissement du rapport (art. 59 OEné) ainsi que le contrôle (art. 60 OEné) répondent aux recommandations du Contrôle fédéral des finances (CDF). Ces dispositions doivent garantir la qualité du modèle d'impact sous-jacent au ModEnHa 2015 et améliorer le controlling.

## **2.11 Consommation énergétique des entreprises**

Aucune nouvelle réglementation n'est introduite concernant la consommation d'énergie des entreprises. Les dispositions en vigueur et la pratique actuelle sont poursuivies et précisées. Dans le cadre de l'exécution de leurs prescriptions sur les conventions d'objectifs avec les grands consommateurs (art. 46, al. 3, LEné), les cantons peuvent utiliser les conventions d'objectifs avec la Confédération. Dans la mesure où la conception ou le système de convention d'objectifs n'est pas légalement réglementé au niveau fédéral, la Confédération implique également les cantons dans l'élaboration des exigences générales des conventions d'objectifs.

## **2.12 Mesures d'encouragement**

Les dispositions relatives aux mesures d'encouragement restent inchangées pour l'essentiel. Les précisions apportées, minimales, résultent des expériences acquises au niveau de l'exécution jusqu'à présent.

# **3. Conséquences financières, sur le personnel et autres conséquences pour la Confédération, les cantons et les communes**

Les modifications à l'échelon de l'ordonnance n'ont aucune conséquence particulière sur les finances et sur le personnel ni aucune autre conséquence pour les cantons et les communes. Cependant, au niveau de la Confédération, il faut compter avec des charges financières et en personnel plus élevées pour assurer l'exécution des dispositions prévues. Compte tenu des modifications envisagées dans les domaines du guichet unique, du remboursement du supplément perçu sur le réseau et de la géothermie, il faut prévoir des charges financières supplémentaires d'environ 350 000 francs par an dont 250 000 francs peuvent être financés sans incidence sur le budget par le biais du fonds alimenté par le supplément perçu sur le réseau. En raison des décisions prises par le Parlement dans le domaine de la géothermie, des effectifs supplémentaires en personnel seront nécessaires, soit 1 poste à plein temps en plus pour mettre en œuvre ces décisions. Des compensations internes permettront de couvrir les besoins supplémentaires en personnel sans accroître davantage les effectifs. Ces besoins supplémentaires se situent dans les domaines suivants: intérêt national / aménagement du territoire / éoliennes (1 poste à plein temps), procédures d'autorisation / guichet unique (1 poste à plein temps), appels d'offres publics (1 poste à plein temps financé par le fonds alimenté par le supplément perçu sur le réseau), administration du fonds alimenté par le supplément (3 postes à plein temps financés par le fonds alimenté par le supplément), remboursement du supplément pour les entreprises à forte intensité électrique et conventions d'objectifs (2 postes à plein temps financés par le fonds alimenté par le supplément) et suivi (2 postes à plein temps).



## 4. Conséquences sur l'économie, l'environnement et la société

Pour l'essentiel, les conséquences découlent des modifications au niveau de la loi décidées par le Parlement. Les conséquences probables des mesures proposées par le Conseil fédéral sont décrites dans le message du 4 septembre 2013 (FF 2013 6771). L'augmentation du supplément perçu sur le réseau de 1,5 ct. /kWh à la limite supérieure de 2,3 ct. /kWh prévue par la loi entraîne une augmentation du prix de l'électricité de 0,8 ct. /kWh. Mis à part les entreprises grandes consommatrices d'électricité, tous les consommateurs finaux sont affectés. Pour un ménage moyen (4500 kWh / an), cela entraîne une augmentation du prélèvement de 67,50 à 103,50 francs suisses par an. Au total, les coûts de l'électricité augmentent ainsi d'environ 360 millions de francs suisses par an. Les modifications à l'échelon de l'ordonnance n'ont pas de répercussions majeures sur l'économie, l'environnement ou la société. Des changements surviennent ponctuellement pour certains acteurs, par exemple lorsqu'un gestionnaire de réseau est tenu, dans le cadre de son mandat d'approvisionnement de base, de faire bénéficier les producteurs indépendants au prorata des coûts de revient de leurs propres centrales.

## 5. Relation avec le droit européen

Avec la révision totale actuelle de l'OEnE, les domaines qui ont des interfaces avec le droit européen font désormais l'objet d'une ordonnance séparée (voir les explications correspondantes dans les commentaires relatifs à l'OEnER et à l'OEEE). Il n'y a pas d'engagement de la Suisse envers l'UE dans les domaines réglementaires restant dans l'OEnE.

## 6. Commentaires des dispositions

### Chapitre 2 Garantie d'origine et marquage de l'électricité

#### Section 1 Garantie d'origine

##### Art. 2 Obligation

L'organe d'exécution visé à l'art. 64 LEnE est désormais compétent pour le système de garantie d'origine et le marquage de l'électricité.

L'al. 1 arrête le principe selon lequel, de manière générale, toute installation de production doit être enregistrée auprès de l'organe d'exécution tandis que l'électricité produite doit être saisie au moyen de garanties d'origine. Pour des raisons de proportionnalité, l'al. 2, let. a à c, prévoit trois dérogations aux obligations visées à l'al. 1. A la lettre d, les installations qui, pour des raisons de sécurité nationale, doivent rester secrètes sont également exemptées de l'obligation.

##### Art. 3 Annulation

Cet article précise les éléments conduisant à l'annulation d'une garantie d'origine. Dans le cas du stockage (al. 2), notamment dans les centrales de pompage-turbinage, les garanties d'origine ne doivent être annulées que pour la partie de l'énergie qui est perdue lors du stockage. Les garanties d'origine ne doivent pas être annulées pour la part d'énergie stockée p. ex. sous forme d'eau dans le lac de retenue situé en amont. Cette réglementation concorde avec le principe déjà en vigueur selon lequel l'électricité conserve sa première origine lorsqu'elle est issue du pompage-turbinage. Le propriétaire de la garantie d'origine est tenu de procéder à l'annulation et de l'annoncer immédiatement à l'organe d'exécution conformément à l'al. 3.





## Section 2 Marquage de l'électricité

### Art. 4

Chaque kilowattheure fourni aux clients finaux doit faire l'objet d'un marquage de l'électricité (al. 1). Sans changement, l'entreprise soumise à cette obligation peut choisir entre le mix du fournisseur et le mix du produit pour procéder à ce marquage (al. 2). Sans changement également, l'entreprise soumise à l'obligation de marquage doit publier chaque année sur le site [www.marquage-electricite.ch](http://www.marquage-electricite.ch) son mix du fournisseur et l'intégralité de l'électricité fournie à ses consommateurs finaux l'année précédente (al. 3). L'entreprise a la possibilité de publier ces données également d'une autre manière. Pour des raisons de proportionnalité, les très petits fournisseurs sont exemptés de l'obligation de publication à l'al. 4, mais pas de l'obligation de marquage pour les consommateurs finaux. La limite de minimis est fixée à 500 MWh par an, ce qui correspond approximativement à la consommation de 100 ménages. Étant donné que la limite concerne uniquement de très petits fournisseurs qui ne sont pas actifs sur le marché libre, il n'y a aucun risque de distorsion de la concurrence. L'al. 5 fixe la répartition de la valeur ajoutée écologique du système de rétribution de l'injection (voir également annexe 1, ch. 1.4, de l'ordonnance du DETEC sur la garantie d'origine et le marquage de l'électricité).

## Section 3 Exigences techniques, procédure et obligation d'annoncer

### Art. 5 Exigences techniques et procédure

Le DETEC règle les exigences techniques attachées aux garanties d'origine et les diverses procédures (p. ex. enregistrement des installations, établissement des garanties d'origine, etc.) sans changement par la voie d'une ordonnance départementale: l'*ordonnance du DETEC sur la garantie d'origine et le marquage de l'électricité* (OGOM) remplace l'actuelle ordonnance du DETEC du 24 novembre 2006 sur l'attestation du type de production et de l'origine de l'électricité (OAO; RS 730.010.1). Désormais, cette ordonnance départementale règlera également les exigences posées au marquage de l'électricité (l'OEné révisée ne comporte plus d'annexe sur ce sujet).

La réglementation du système de garantie d'origine du DETEC se base largement sur l'UE et s'inspire notamment des publications et décisions de l'*Association of Issuing Bodies* (AIB). Cette organisation, où sont représentés pratiquement tous les pays européens, veille à l'encadrement et au développement d'un système de garantie d'origine uniforme sur le plan international. Jusqu'à présent, Swissgrid représentait la Suisse au sein de l'AIB. Désormais, l'organe d'exécution (art. 64 LEné) y siègera.

### Art. 6 Obligation d'annoncer

Le versement de la prime d'injection visée aux art. 19 ss LEné est effectué sur la base des données du système de garantie d'origine. Pour que les données relatives à l'installation et à la production soient disponibles également pour les installations exemptes de l'obligation d'établir des garanties d'origine et de mesurer la courbe de charge, le gestionnaire de réseau doit annoncer les données correspondantes à l'organe d'exécution.

## Chapitre 3 Guichet unique et intérêt national

### Section 1 Guichet unique

#### Art. 7

En vertu de l'al. 1, l'OFEN est l'office compétent pour garantir la coordination administrative au niveau fédéral des prises de position et des procédures d'autorisation en ce qui concerne les éoliennes. Une telle coordination au niveau fédéral n'est actuellement pas nécessaire pour les autres technologies. En revanche, les procédures d'examen préalable et d'examen du plan directeur cantonal pour le do-





maine des énergies renouvelables restent, sans changement, placées sous la conduite de l'Office fédéral du développement territorial (ARE) (cf. art. 10 OAT; RS 700.1), les services fédéraux concernés étant impliqués.

Selon l'al. 2, les services fédéraux compétents disposent d'un délai de deux mois pour remettre leurs prises de position et autorisations au guichet unique, sous réserve qu'un délai correspondant ne soit déjà fixé par un autre acte législatif fédéral (p. ex. art. 66, al. 1<sup>bis</sup>, de l'ordonnance du 23 novembre 1994 sur l'infrastructure aéronautique (OSIA; RS 748.131.1).

## Section 2 Intérêt national

### Art. 8 Installations hydroélectriques revêtant un intérêt national

Les niveaux d'exigence des critères déterminant le statut d'intérêt national des installations hydroélectriques<sup>2</sup> sont conçus différemment pour les nouvelles installations et les installations existantes, car l'atteinte au paysage des installations existantes est incomparablement plus faible, de sorte que leur intérêt national doit être reconnu même pour de plus petites installations.

A partir d'une certaine taille, une installation est automatiquement réputée d'intérêt national. Partant de l'augmentation brute de la production hydroélectrique de 4600 GWh d'ici à 2050 visée par le Conseil fédéral (sans les centrales à pompage-turbinage, mais en prenant en compte l'assainissement des débits résiduels et l'assainissement des centrales hydroélectriques), l'augmentation de capacité nécessaire est de 118 GWh par an. S'agissant des installations hydroélectriques, une progression de 20% à peine de l'objectif d'augmentation annuelle de production paraît représenter un seuil adéquat pour atteindre le statut d'intérêt national<sup>3</sup>. Cette valeur est ainsi de l'ordre des valeurs seuils établissant l'intérêt national dans d'autres domaines (p. ex. stratégie d'encouragement de l'utilisation des rejets de chaleur  $\geq 20\%$  de l'objectif du programme annuel considéré<sup>4</sup> ou approvisionnement en roches dures  $\geq 10\%$  des besoins de la Suisse en volume brut de roches dures<sup>5</sup>). Ainsi, en vertu de l'art. 12 LEne, le statut d'intérêt national est reconnu à une nouvelle installation à partir d'une production de 20 GWh par an (al. 1, let. a) et à une installation agrandie ou rénovée à partir d'une capacité de production de 10 GWh par an (al. 2, let. a).

Les installations réglables peuvent produire de l'électricité en fonction des besoins. Elles permettent donc de charger ou de décharger le réseau en temps opportun et apportent de ce fait une contribution importante à la stabilité du réseau. C'est pourquoi les installations réglables en fonction des besoins obtiennent le statut d'intérêt national à partir d'une capacité de production moindre que les installations non réglables. Le nombre d'heures de capacité de retenue à pleine puissance (débit équipé) indique dans quelle mesure une installation est réglable. Une installation est réputée complètement réglable si son débit équipé suffit à 800 heures d'exploitation à pleine puissance. Une nouvelle installation réglable selon cette définition est dite d'importance nationale à partir d'une production de 10 GWh par an (al. 1, let. b). Quant aux installations agrandies ou rénovées réglables, elles sont réputées d'intérêt national à partir d'une capacité de production de 5 GWh par an et un débit équipé suffisant à 400 heures d'exploitation à pleine puissance (al. 2, let. b).

La valeur seuil déterminante est interpolée linéairement (al. 3) entre les installations non réglables (al. 1, let. a, et al. 2, let. a) et les installations complètement réglables (al. 1, let. b, et al. 2, let. b).

<sup>2</sup> La notion d'installation repose sur les définitions prévues dans le système de rétribution de l'injection et pour les contributions d'investissement, selon lesquelles une installation est réputée autonome si elle dispose de tous les équipements techniquement nécessaires pour assurer son exploitation indépendante.

<sup>3</sup> Cf. l'étude de l'OFEN sur les critères déterminant le statut d'intérêt national ([http://www.bfe.admin.ch/energiestrategie2050/06450/index.html?lang=de&dossier\\_id=05024](http://www.bfe.admin.ch/energiestrategie2050/06450/index.html?lang=de&dossier_id=05024)).

<sup>4</sup> [http://www.bfe.admin.ch/dokumentation/publikationen/index.html?marker\\_suche=1&lang=de&ps\\_text=Geben%20Sie%20hier%20den%20Titel%20ein&ps\\_nr=&ps\\_date\\_day=Tag&ps\\_date\\_month=Monat&ps\\_date\\_year=Jahr&ps\\_autor=&ps\\_date2\\_day=Tag&ps\\_date2\\_month=Monat&ps\\_show\\_typ=no&print\\_style=yes&start=4570](http://www.bfe.admin.ch/dokumentation/publikationen/index.html?marker_suche=1&lang=de&ps_text=Geben%20Sie%20hier%20den%20Titel%20ein&ps_nr=&ps_date_day=Tag&ps_date_month=Monat&ps_date_year=Jahr&ps_autor=&ps_date2_day=Tag&ps_date2_month=Monat&ps_show_typ=no&print_style=yes&start=4570)

<sup>5</sup> <https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/13960.pdf>



S'agissant des centrales à pompage-turbinage, tant nouvelles qu'agrandies ou rénovées, lesquelles sont de toute façon capables de produire en fonction des besoins, leur statut d'intérêt national est exclusivement fonction de leur puissance: une centrale à pompage-turbinage est déclarée d'intérêt national à partir d'une puissance installée de 100 MW.

#### **Art. 9 Eoliennes présentant un intérêt national**

Conformément à l'art. 12 LEne, la taille et l'importance des installations déterminent si elles sont d'importance nationale. La production annuelle d'énergie est retenue comme critère de taille. L'importance des éoliennes pour le marché de l'électricité découle de la possibilité qu'elles offrent d'être au besoin rapidement déconnectées du réseau et, surtout, que la production d'électricité éolienne en Suisse est réalisée aux deux tiers pendant les mois d'hiver. Aucune autre énergie renouvelable ne fournit la majeure partie de sa production pendant le semestre d'hiver, raison pour laquelle l'énergie éolienne représente une composante essentielle de l'approvisionnement renouvelable en énergie.

En règle générale, les turbines, ou les installations éoliennes séparées actuellement sur le marché ne sont pas reconnues d'importance nationale en raison de leur production énergétique limitée. Généralement toutefois, des groupes de plusieurs éoliennes - parc éolien - sont planifiés et construits sur les sites favorables, ce qui permet de considérer plusieurs éoliennes ensemble pour déterminer leur statut d'intérêt national. En vertu de l'al. 1, prendre en compte plusieurs éoliennes ensemble est licite si elles sont réalisées à l'intérieur d'une zone d'énergie éolienne définie dans le plan directeur cantonal ou si un rapport commun relatif à l'impact sur l'environnement a été établi pour elles. Pour que le rendement énergétique d'un parc éolien soit optimal, les installations doivent être placées dans la direction des vents dominants à une distance d'environ dix diamètres de rotor. Les installations implantées en Suisse ont des rotors d'un diamètre de 90 mètres et plus. Dans un parc éolien, la distance entre les installations dans la direction des vents dominants doit donc être d'environ 1000 mètres. Les 16 éoliennes du parc du Mont-Crosin sont, par exemple, réparties sur une distance d'environ dix kilomètres. L'augmentation de la production éolienne visée par le législateur est de 4300 GWh par an à l'horizon 2050. Pour les éoliennes et les parcs éoliens, un seuil de 20 GWh par an est donc approprié pour obtenir la reconnaissance de leur statut d'intérêt national, ce qui représente une contribution substantielle de plus de 15% à la réalisation de l'objectif d'augmentation de la production fixé à 130 GWh par an (art. 9, al. 2).

## **Chapitre 4 Injection d'énergie de réseau et consommation propre**

### **Section 1 Obligation de reprise et de rétribution pour les énergies visées à l'art. 15 LEne**

De manière générale, notons que la reprise et la rétribution d'énergie reposent sur un contrat de droit privé entre le gestionnaire de réseau et le producteur. Dans ce cadre, la LEne (et l'OEné qui est basée sur elle) ne s'applique – dans l'esprit d'une réglementation minimale – que si les parties ne peuvent pas s'entendre.

#### **Art. 10 et 11 Conditions de raccordement, électricité à reprendre et à rétribuer**

L'actuel art. 2 OEné est désormais réparti en deux articles. Les art. 10 et 11 règlent les conditions de raccordement pour les énergies prévues à l'art. 15 LEne et la reprise ainsi que la mesure de l'énergie à rétribuer. Matériellement, les dispositions restent en grande partie inchangées par rapport au droit actuellement en vigueur. Les éléments que doit au minimum inclure le contrat de raccordement au réseau sont désormais définis. Les dispositions redondantes pour le respect de l'ordonnance sur les instruments de mesure et pour le calcul des valeurs de mesure sont supprimées et la prise en charge des coûts pour les systèmes de mesure est nouvellement réglementée à l'art. 13a OApEI. En outre, il est stipulé que le fait que l'énergie à rétribuer de l'installation de production propre soit ou non stockée



localement à titre temporaire avant l'injection ne joue aucun rôle. En revanche, l'énergie qui est préalablement prélevée sur le réseau de distribution du gestionnaire de réseau et réinjectée dans le réseau de distribution ne doit pas être rétribuée. Si une partie de l'électricité est vendue à Swissgrid à titre d'énergie de réglage, l'obligation de rétribution s'applique uniquement à l'énergie restante (voir également à ce propos l'art. 26 OApEI).

#### Art. 12 Rétribution

S'agissant de la rétribution de l'électricité issue des énergies renouvelables, les économies de coûts du gestionnaire de réseau prévues par la LEnE par rapport à l'acquisition d'une énergie équivalente se définissent selon les coûts du prélèvement pour l'achat d'électricité auprès de tiers et/ou selon les coûts de revient si ledit gestionnaire produit (aussi) lui-même de l'électricité. L'équivalence se définit seulement en regard des propriétés techniques de l'électricité même: la quantité d'énergie, le profil de puissance ainsi que la possibilité de régler et de prévoir la production sont les facteurs déterminants. En revanche, l'origine de l'électricité (renouvelable / non renouvelable) ne joue aucun rôle (al. 1). A l'aide des tarifs d'électricité facturés par un gestionnaire de réseau à ses clients, il est possible de contrôler simplement si le montant de la rétribution respecte fondamentalement ces critères, puisque dans l'approvisionnement de base les tarifs doivent également correspondre aux coûts de revient (art. 4, al. 1, OApEI). Par exemple, il est en principe possible de vérifier l'exactitude de la rétribution d'une installation photovoltaïque placée sur une maison familiale à l'aide du tarif énergétique payé par le consommateur final qui y réside. Toutefois, la rétribution et le tarif de l'énergie ne doivent pas exactement coïncider, puisque le tarif de l'énergie comprend les coûts de distribution, les plus-values écologiques et les différences de couverture. En cas de différend, le gestionnaire de réseau devra soumettre ses coûts d'acquisition à la Commission fédérale de l'électricité (ElCom).

En raison des nouvelles dispositions de la LEnE, l'al. 2 arrête que la rétribution de l'électricité provenant d'installations CCF alimentées (partiellement) par des énergies fossiles correspond au prix horaire sur le marché spot pour le commerce du jour d'avant (*day-ahead*). La question de savoir si le décompte est effectué sur la base de l'heure ou d'un prix moyen pondéré avec l'injection horaire n'est pas pertinente puisque les deux approches conduisent au même résultat.

#### Art. 13 Puissance de l'installation

Dans la mesure où la taille ou la puissance des installations sont déterminantes pour l'obligation de reprise et de rétribution visée à l'art. 15 LEnE, ces paramètres sont définis sur la base de la puissance maximale normée en courant continu pour le photovoltaïque, de la puissance théorique brute moyenne au sens de l'art. 51 de la loi fédérale du 22 décembre 1916 sur l'utilisation des forces hydrauliques (loi sur l'utilisation de forces hydrauliques, LFH; RS 721.80) pour les centrales hydroélectriques et de la puissance nominale du générateur pour les autres technologies.

## Section 2 Consommation propre

#### Art. 14 Lieu de la production

Outre la propriété sur laquelle se situe l'installation de production, les terrains environnants sont également considérés comme lieu de la production. Dans ce cas, ces terrains doivent être contigus et au moins un d'entre eux doit être adjacent à la propriété sur laquelle se trouve l'installation de production. Un regroupement ne peut donc s'étendre à un terrain public (par exemple à une route) ou à une propriété privée dont le propriétaire ne souhaite pas participer au regroupement. Par souci d'exhaustivité et de clarté, l'al. 3 indique que seule l'électricité qui n'utilise pas le réseau du gestionnaire de réseau entre l'installation de production et l'autoconsommateur est considérée comme faisant l'objet d'une consommation propre sur le lieu de production (cf. Rapport de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national du 8 janvier 2013 concernant l'initiative

parlementaire 12.400, FF 2013 1535, ch. 4.1<sup>6</sup>). Les autoconsommateurs résidant sur les terrains environnants disposent d'un point de mesure unique (art. 18, al. 1, LEné). Cela signifie généralement qu'ils sont donc connectés au même point de raccordement du réseau. La détermination du lieu de la production, c'est-à-dire son étendue, et partant la question de savoir qui peut prendre part à un regroupement, implique de considérer des aspects antagonistes entre la législation en matière d'énergie et le droit régissant l'approvisionnement en électricité de même qu'entre les intérêts des producteurs consommant leur propre électricité et les intérêts éventuellement opposés des constructeurs de lignes. Selon le cas d'espèce, la situation des lignes (nécessité de recourir au réseau de distribution) avant le regroupement peut limiter voire empêcher, dans un premier temps, le regroupement dans le cadre de la consommation propre. Mais il serait illicite que le droit à la consommation propre et au regroupement dans le cadre de la consommation propre soit fondamentalement vidé de sa substance par une construction opportuniste de ligne du gestionnaire de réseau. En principe, les regroupements dans le cadre de la consommation propre doivent être traités par le gestionnaire du réseau de distribution comme un consommateur final (art. 18, al. 1, LEné). Ils sont donc soumis à l'obligation de raccordement conformément à l'art. 5 de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI, RS 734.7). Le gestionnaire du réseau ne peut donc pas refuser un changement de raccordement et doit effectuer les adaptations nécessaires. Les éventuels coûts résultant du regroupement sont désormais réglementés à l'art. 3, al. 2<sup>bis</sup>, OApEI.

**Art. 15** Condition de regroupement dans le cadre de la consommation propre

L'al. 1 exclut le regroupement dans le cadre de la consommation propre si la consommation est faible par rapport à la propre production d'électricité et si, de ce fait, le coût administratif et technique d'un regroupement n'est pas justifié. A cet égard, la puissance de l'installation de production ou des installations de production au moment du regroupement par rapport à la puissance de raccordement des consommateurs finaux concernés est déterminante et doit atteindre au moins 10%.

**Art. 16** Participation de locataires et de preneurs à bail au regroupement

Conformément à l'al. 1, un propriétaire foncier doit facturer aux locataires et aux preneurs à bail leurs coûts d'électricité en fonction de la consommation. Dans ce cadre, il a le droit de leur facturer les coûts survenus lors de la production propre ainsi que ceux de l'électricité prélevée sur le réseau de distribution. Les coûts de l'énergie soutirée à l'extérieur comprennent l'ensemble des coûts (énergie, rémunérations pour l'utilisation du réseau, redevances et prestations fournies à des collectivités publiques), mais ils ne doivent faire l'objet d'aucune majoration. Les coûts de la production propre au sein du regroupement résultent des coûts de l'investissement et du taux d'intérêt approprié, des coûts de traitement (administration, mesure et mise à disposition de données), moins les recettes provenant de l'électricité injectée. Le critère selon lequel les coûts sont facturés en fonction de la consommation vise à assurer la transparence et à inciter à une utilisation efficace de l'énergie, puisque chaque locataire ou chaque preneur à bail ne paie que les coûts correspondant à la quantité d'électricité qu'il a consommée et ne peut pas se voir facturer des coûts forfaitaires; il est également interdit d'intégrer la facturation des frais au loyer. Les coûts d'électricité à acquitter par les locataires dans le cadre du regroupement sont assimilables à des frais accessoires au sens de l'art. 257a, al. 1, du code des obligations (CO; RS 220) et peuvent être facturés en conséquence (voir également l'art. 6b de l'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux [OBLF; RS 221.213.11]). Ils «peuvent être facturés», car d'autres formes d'organisation sont également envisageables pour le regroupement, p. ex. sous la forme d'une coopérative, de sorte que d'autres possibilités de décompte devraient être possibles.

L'al. 2 stipule que les coûts de capital imputables ne doivent pas dépasser un taux approprié pour les intérêts et l'amortissement de l'investissement. Dans la pratique, il convient de s'appuyer sur le tableau paritaire des amortissements développé par la Société suisse des propriétaires fonciers (HEV)



et l'Association suisse des locataires (ASLOCA), puisqu'il détermine la durée de vie pour différentes installations et équipements dans les objets locatifs. Pour le taux d'intérêt approprié, on se réfère à l'OBLF et à ses dispositions sur les investissements qui créent des plus-values (art. 14 OBLF). Étant donné que les coûts de l'électricité produite et consommée au niveau interne dépendent en partie du tarif que le fournisseur de base offre dans le cadre de son obligation de reprise et de rémunération et que ce tarif peut, à l'avenir, varier et diminuer selon les circonstances en deçà des coûts de production, les locataires doivent être protégés contre des hausses de prix trop importantes. Ils ne doivent pas supporter le risque total du propriétaire foncier et ne doivent pas accepter des hausses de prix injustifiées. L'al. 3 considère donc que les coûts de l'électricité produite et consommée au niveau interne qui sont facturés par kilowattheure ne doivent pas dépasser les coûts par kilowattheure du produit électrique soutiré à l'extérieur. Si les rétributions pour l'utilisation du réseau sont prélevées par le gestionnaire de réseau par l'intermédiaire d'un tarif de puissance, ces coûts doivent être convertis de telle sorte qu'ils puissent être déclarés par kWh. Si la LApEI s'applique aux relations d'un regroupement dans le cadre de la consommation propre vers l'extérieur (art. 18, al. 1, LEne), les relations internes sont régies par le droit privé. Les litiges découlant du rapport juridique entre propriétaires fonciers et locataires/preneurs à bail doivent être jugés par un tribunal civil (art. 62, al. 4, let. b, LEne). Les propriétaires fonciers qui ont conclu un arrangement différent entre eux et qui acceptent par la suite des locataires ou des preneurs à bail, doivent faire en sorte que les dispositions des al. 1 à 3 soient respectées par tous. L'al. 4 stipule qu'il faut au moins préciser par écrit, à la conclusion du regroupement, la représentation du regroupement à l'extérieur (let. a), les processus et modalités internes (let. b) et le produit électrique prélevé du réseau (let. c). En l'occurrence, il est possible d'y procéder dans le cadre du contrat de location. Les processus internes (mesure, mise à disposition de données, facturation, etc.) peuvent très bien être sous-traités, par exemple, à un fournisseur de services. Toutefois, le propriétaire foncier reste responsable de la mise en œuvre des exigences conformément aux dispositions. Les propriétaires fonciers doivent informer les locataires et les preneurs à bail concernés des conséquences du regroupement d'une manière compréhensible et dans un délai raisonnable.

Al. 5 : Les locataires et les preneurs à bail ne peuvent refuser sans réserve le regroupement dans le cadre de la consommation propre que si, au moment de la conclusion du regroupement, ils sont déjà locataires ou preneurs à bail dans l'immeuble concerné (art. 17, al. 3, 1<sup>re</sup> phrase, LEne). De ce fait, les premiers locataires d'un immeuble n'ont pas de droit d'option et les locataires suivants, eux aussi, doivent participer au regroupement existant au moment de leur arrivée. Pour compenser, une sortie ultérieure du regroupement ou un changement dans l'approvisionnement de base est possible pour les locataires et les preneurs à bail, si le propriétaire foncier ne satisfait pas à ses obligations d'approvisionnement en électricité (art. 17, al. 3, 2<sup>e</sup> phrase, LEne) ou s'il ne respecte pas en particulier les dispositions des al. 1 à 3 (art. 18, al. 2, let. a, LEne). Le simple fait que le prix de l'électricité au sein du regroupement soit supérieur à un éventuel prélèvement auprès du gestionnaire de réseau (en fonction des coûts de revient au sein du regroupement) ne constitue pas un cas d'approvisionnement inapproprié; on se trouve en présence d'un tel cas quand, par exemple, un nombre excessivement élevé de coupures d'électricité survient, que celles-ci sont d'une durée excessivement longue et ne peuvent pas être imputées à un tiers responsable. Par ailleurs, une sortie du regroupement conformément à l'art. 17, al. 3, dernière phrase, LEne est possible si un consommateur final atteint le seuil de consommation de 100 MWh et a dispose ainsi du droit d'accès au réseau. En cas de litige, conformément à l'art. 62, al. 4, LEne, il appartient aux tribunaux civils de juger si les conditions pour une sortie ultérieure du regroupement sont remplies ou non.

Selon l'al. 7, les propriétaires fonciers ne sont pas tenus de publier les tarifs internes de l'électricité ni de tenir une comptabilité par unité d'imputation, malgré leur rôle de fournisseurs et en dérogation aux dispositions de la législation sur l'approvisionnement en électricité.





**Art. 17** Utilisation d'accumulateurs électriques s'agissant de regroupements dans le cadre de la consommation propre

Conformément à l'al. 1, les accumulateurs électriques peuvent être utilisés ou raccordés au réseau à condition qu'ils ne causent pas d'effets perturbateurs d'ordre technique au point de raccordement ou de liaison. Les coûts d'élimination d'éventuels effets perturbateurs d'ordre technique au point de raccordement au réseau sont à la charge des consommateurs finaux ou des producteurs qui utilisent des accumulateurs électriques.

En outre, il n'est pas possible d'imposer, pour le raccordement d'accumulateurs dans le cadre de la consommation propre, des exigences techniques de niveau plus élevé que pour le raccordement de consommateurs finaux ou de producteurs: par exemple, si le raccordement de consommateurs finaux ou de producteurs est toujours monophasé lorsque leur puissance maximale de soutirage ou d'injection est inférieure à une limite de puissance déterminée, il n'est pas licite de demander autre chose pour les accumulateurs (al. 2).

Les accumulateurs électriques qui soutirent uniquement de l'électricité du réseau de distribution ou qui en injectent uniquement dans ce dernier ne doivent pas être équipés d'un dispositif de mesure séparé (al. 3).

En principe, les bâtiments sont raccordés en mode triphasé au réseau de distribution. En d'autres termes, trois phases convergent au point de mesure. Un accumulateur ne peut dès lors être utilisé judicieusement que s'il «sait» toujours quels sont les flux électriques sur les deux autres phases, ou quels sont les flux d'électricité entre le lieu de la production et le réseau de distribution. Exemple: si la consommation totale sur le lieu de la production est inférieure à la production propre, l'accumulateur doit recevoir un signal indiquant qu'il peut stocker de l'électricité provenant de l'installation de production. Si la consommation est au contraire plus élevée que la production, l'accumulateur doit recevoir un signal indiquant qu'il doit céder de l'électricité. Pour que l'accumulateur puisse être utilisé en conséquence, le point de mesure doit donc être exploité conformément à l'al. 4 en cumulant les phases. Cette obligation incombe en principe au gestionnaire de réseau en sa qualité de responsable des mesures et des processus d'information (art. 8 OApEI).

**Art. 18** Rapport avec le gestionnaire de réseau

Conformément à l'al. 1, les propriétaires fonciers doivent informer le gestionnaire de réseau trois mois à l'avance de leur volonté de créer ou de dissoudre un regroupement avec les locataires et les preneurs à bail ainsi que de l'utilisation d'un accumulateur et de la nature de cette utilisation. Ce dernier point porte en particulier sur l'information concernant un changement du mode de fonctionnement, par ex. d'une exploitation unidirectionnelle de l'accumulateur visée à l'article 17, al. 3, à une exploitation de l'accumulateur qui permette de charger et de décharger l'accumulateur via le réseau de distribution. Lors de l'annonce, ils doivent en outre communiquer au gestionnaire de réseau les locataires et les preneurs à bail participants ainsi que le représentant du regroupement.

Si quelqu'un quitte un regroupement visé à l'art. 16, al. 4, les propriétaires fonciers doivent en aviser immédiatement le gestionnaire de réseau. Le gestionnaire de réseau doit intégrer le consommateur final en question dans l'approvisionnement de base dans un délai de trois mois (al. 2).

Conformément à l'al. 3, les gestionnaires de réseau doivent également assurer l'approvisionnement des participants au regroupement si la fourniture d'électricité ne fonctionne plus au sein du regroupement. Etant donné qu'en principe, l'approvisionnement en électricité relève ou relèverait de la responsabilité du propriétaire foncier (art. 17, al. 2, LEn), ce dernier doit supporter les coûts correspondants du gestionnaire de réseau (al. 4).

Pour la forme, il convient de préciser que les propriétaires fonciers conservent leurs droits et leurs obligations visés dans l'ordonnance du 7 novembre 2001 sur les installations à basse tension (OIBT; RS 734.27) et doivent, par exemple, présenter les preuves de la sécurité correspondantes.





## **Chapitre 5 Appels d'offres publics pour des mesures d'efficacité, les contributions à la recherche de ressources géothermiques, les garanties pour la géothermie ainsi que l'indemnisation de mesures d'assainissement dans le cas d'installations hydroélectriques**

### **Section 1 Appels d'offres publics pour les mesures d'efficacité**

#### **Art. 19 Appels d'offres et conditions de participation**

L'al. 1 reprend le contenu de l'actuel art. 4, al. 1, pratiquement sans changement matériel, mais avec quelques adaptations rédactionnelles. Comme en vertu de l'art. 32 LEné, les mesures d'efficacité peuvent désormais également être partiellement soutenues dans le domaine jusqu'alors exclu de la production et de la distribution d'électricité (y compris l'encouragement de la production électrique à partir de rejets de chaleur qui ne peuvent être exploités autrement), l'expression «concernant la consommation» disparaît. Il faut en outre mettre en évidence que les mesures d'efficacité dans le domaine de l'électricité (mesures d'efficacité électrique) sont soutenues dans le cadre des appels d'offres publics. L'al. 2 reprend le contenu de l'actuel art. 4<sup>bis</sup>, al. 1, avec quelques adaptations rédactionnelles mais sans changement matériel.

L'al. 3 précise qu'il n'y a pas de droit au prolongement d'un projet ou d'un programme.

L'al. 4 arrête explicitement qu'un projet ou un programme ne peut participer aux appels d'offres publics qu'une seule fois par an.

#### **Art. 20 Prise en compte et sélection**

L'al. 1 prévoit que seuls peuvent être pris en compte des projets et des programmes qui (a) remplissent les conditions de participation à l'appel d'offres public et (b) ne seraient pas réalisés sans aide. Le principe de l'additionnalité contenu jusqu'à présent à l'art. 4, al. 4, est désormais inscrit à la let. b: un projet ou un programme qui sera ou serait réalisé de toute façon ne doit pas en plus bénéficier d'une aide.

Afin de garantir l'esprit de concurrence qui préside aux appels d'offres publics, il est précisé à l'al. 2 que les projets et les programmes présentant le meilleur rapport entre la contribution demandée et les économies d'électricité réalisables grâce à cette aide (rapport coût-efficacité en ct./kWh) seront soutenus.

#### **Art. 21 Versement et restitution**

L'al. 1 reprend le contenu de l'actuel art. 4<sup>ter</sup> pratiquement sans changement matériel, mais avec quelques adaptations rédactionnelles. La principale adaptation réside dans la précision selon laquelle l'aide n'est pas versée ou est versée de manière proportionnelle, si les mesures d'efficacité électrique n'ont pas été mises en œuvre à la date fixée ou ne l'ont été que partiellement.

L'al. 2 reprend le contenu de l'actuel art. 4<sup>ter</sup>, al. 2, pratiquement sans changement matériel, mais avec quelques adaptations rédactionnelles.

L'al. 3 énonce explicitement comment l'OFEN peut procéder ultérieurement à des réductions, en demandant la restitution complète de l'aide ou sa restitution partielle, en fonction des économies d'électricité effectivement réalisées, si les mesures ne sont pas pleinement mises en œuvre après le versement de l'aide ou si la mise en œuvre s'avère insuffisante.

L'al. 4 reprend le contenu de l'actuel art. 4<sup>ter</sup> pratiquement sans changement matériel, mais avec quelques adaptations rédactionnelles.



## **Art. 22 Publication**

L'al. 1 prévoit que l'OFEN publie chaque année des indications concernant les appels d'offre publics sur (a) le nombre de programmes et de projets recevant une aide, (b) les économies d'électricité attendues et réalisées dans le cadre des programmes et des projets et (c) l'aide utilisée par kilowattheure économisé (rapport coût-efficacité).

L'al. 2 prévoit désormais que l'OFEN puisse publier, dans le respect des secrets d'affaires et de fabrication, les données fournies par les responsables de projet et de programme ainsi que les rapports intermédiaires et finaux.

## **Section 2 Contributions à la recherche de ressources géothermiques et garanties pour la géothermie**

### **Art. 23 Conditions d'octroi et demande**

Outre les garanties pour la géothermie, des contributions à la recherche de ressources géothermiques sont dorénavant aussi prévues. Ces dernières doivent faciliter le franchissement des barrières à l'entrée pour les projets de géothermie (perspectives de découverte incertaines et coûts importants). Les conditions préalables que doivent remplir les projets pour que des contributions à la recherche de ressources géothermiques et des garanties pour la géothermie soient accordées sont définies respectivement aux annexes 1 et 2. Conformément à l'al. 3, une demande doit satisfaire aux exigences de l'annexe 1, ch. 3.1 ou 4.2 (contributions à la recherche de ressources géothermiques) ou de l'annexe 2, ch. 3.1 (garanties pour la géothermie). Une demande doit également contenir des éléments attestant que les demandes d'autorisation et de concession nécessaires ont été soumises aux autorités compétentes dans leur intégralité. Il s'agit de s'assurer que l'examen de la demande par l'OFEN et les autres procédures d'autorisation et de concession à effectuer pour le projet puissent avoir lieu en même temps. Enfin, le financement du projet doit être assuré au moment du dépôt de la demande de contribution à la recherche de ressources géothermiques ou de garantie pour la géothermie. Le financement est réputé assuré lorsque, en tenant compte de l'aide ou de la garantie demandée, les moyens financiers nécessaires à la réalisation du projet sont disponibles ou qu'ils sont garantis soit fermement, soit éventuellement sous réserve de l'octroi de la garantie ou de l'aide. Il s'agit de garantir que les ressources publiques ne seront liées que si la réalisation du projet apparaît suffisamment probable.

### **Art. 24 Examen de la demande et décision**

Les connaissances nécessaires pour évaluer les projets de géothermie sont très spécifiques. En outre, l'expérience accumulée dans ce domaine est très limitée. C'est pourquoi, conformément à l'al. 1, l'OFEN fera appel à un groupe d'experts indépendants qui évaluera la demande ou le projet et qui émettra une recommandation à l'attention de l'OFEN. En outre, le canton concerné peut déléguer un représentant au sein du groupe d'experts, afin d'assurer une approche coordonnée entre les procédures cantonales parallèles concernant les autorisations et les concessions nécessaires et la procédure d'examen pour l'octroi d'une contribution à la recherche de ressources géothermiques ou d'une garantie pour la géothermie au niveau fédéral. S'agissant de l'évaluation matérielle du projet, le représentant du canton ne peut se prononcer en raison de possibles conflits d'intérêts (canton en sa qualité d'autorité octroyant les concessions, d'autorité délivrant les autorisations et d'autorité de surveillance et occasionnellement de partenaire de projet direct ou indirect). Cette restriction s'applique en particulier à l'élaboration de la recommandation à l'intention de l'OFEN.

La procédure est régie dans les détails aux annexes 1 et 2.

Conformément à l'al. 4, les prestations et contreparties à fournir dans le cadre de l'octroi d'une contribution à la recherche de ressources géothermiques ou d'une garantie pour la géothermie doivent être



réglées dans un contrat en raison de la complexité, des contenus spécifiques au cas d'espèce et de la relation de plusieurs années liant le requérant et la Confédération.

#### *Art. 25*    Ordre de prise en compte

Si les demandes de soutien dépassent les moyens à disposition et si aucune circonstance ou aucun indice ne porte à penser qu'un projet proposé ne remplira manifestement pas les conditions, ce projet est porté dans la liste d'attente (al. 1).

Lorsque les moyens sont de nouveau disponibles, les demandes sont traitées en commençant par celles qui sont le plus avancées. Une incitation est ainsi créée à ce que les projets soient également promus lorsque les fonds ne sont justement pas disponibles. Si deux projets sont au même niveau d'avancement, le premier à être considéré sera celui pour lequel la demande de garantie ou de contribution aura été déposée la première (al. 2).

#### *Art. 26*    Versement de la garantie pour la géothermie

De par sa nature, la garantie pour la géothermie n'est versée que si le projet débouche sur un succès partiel ou un échec. On parlera d'échec lorsque ni la température ni le débit ne suffisent à produire de l'électricité. Le résultat sera qualifié de succès partiel, par exemple si un réservoir présente une température suffisamment élevée, mais sans disposer du débit nécessaire ou inversement. Dans ce cas, la garantie pour la géothermie est versée au prorata. Il peut également être procédé à un versement au prorata lorsqu'en cas d'échec, des gains sont générés par l'utilisation du projet à d'autres fins, ce qui est le cas, par exemple, lorsque de la chaleur peut être fournie ou exploitée.

Dès le moment où il émet sa recommandation concernant la demande, le groupe d'experts fournit une estimation quant aux critères selon lesquels, pour un projet donné, il y a lieu d'anticiper un succès, un succès partiel ou un échec (annexe 2, ch. 3.2.2, let. a). Par ailleurs, à l'issue des travaux, il fournit une recommandation à l'OFEN concernant un éventuel versement de la garantie pour la géothermie (annexe 2, ch. 3.4.5).

#### *Art. 27*    Restitution

L'éventuelle restitution de contributions est en principe régie par la loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les aides financières et les indemnités (loi sur les subventions; LSu [RS 616.1]). Les contributions à la recherche de ressources géothermiques peuvent en outre faire l'objet d'une demande de restitution lorsque le projet s'avère fructueux et que l'exploitation de l'installation dégage des bénéfices de sorte que le subventionnement n'apparaît plus nécessaire a posteriori (al. 2).

Si un projet débouche sur un échec, il peut pourtant s'avérer judicieux ou souhaitable si les forages et l'installation peuvent être utilisés par ailleurs. Comme une réaffectation fonderait une obligation de restituer, conformément à l'art. 29 LSu, l'al. 3 limite une telle obligation au cas où un bénéfice serait obtenu grâce à ladite réaffectation. L'OFEN peut ordonner par décision la restitution complète ou partielle uniquement dans ce cas. C'est ainsi que les forages exécutés peuvent être utilisés sans but économique (p. ex. à des fins de recherche) sans que les fonds alloués ne doivent être restitués.

Pour qu'une éventuelle restitution puisse être examinée, il convient d'informer à l'avance l'OFEN des modifications d'utilisation et des cessions prévues (al. 4).

### **Section 3    Indemnisation de mesures d'assainissement dans le cas d'installations hydroélectriques**

#### *Art. 28 à 34*

Les dispositions visant l'indemnisation des mesures d'assainissement concernant les installations hydroélectriques ont été adaptées, si nécessaire, dans la perspective du transfert de compétence de la Société nationale du réseau de transport à l'OFEV et compte tenu du fait que le fonds alimenté par le



supplément sera désormais rattaché à l'administration fédérale. Aucune autre modification, notamment de nature matérielle, n'a été effectuée par rapport au droit actuellement en vigueur.

## Chapitre 6 Supplément

### Section 1 Prélèvement et utilisation

#### Art. 35 Prélèvement

Conformément à la disposition transitoire prévue à l'art. 72, al. 6, de la loi, le supplément perçu sur le réseau est de 2,3 ct./kWh à partir de la première année suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle LEne. Si la loi entre en vigueur au deuxième semestre, cette disposition légale ne s'applique pas l'année suivante, mais seulement une année plus tard. La disposition transitoire arrête en outre que le supplément perçu sur le réseau restera à ce niveau jusqu'à ce que les besoins de ressources diminuent suite à l'expiration des mesures de soutien (art. 38 LEne). Puis, le Conseil fédéral fixera de nouveau le montant du supplément en fonction des besoins.

De ce fait, l'al. 1 ne s'appliquera que si l'art. 72, al. 6, n'est pas ou plus applicable en raison de sa portée temporelle limitée. La disposition de l'ordonnance ne s'applique donc premièrement que pendant l'année de son entrée en vigueur. Elle s'applique ensuite une deuxième fois si les besoins en ressources diminuent en raison de l'expiration des mesures de soutien visées à l'art. 38 LEne. A partir de ce moment, le Conseil fédéral fixe de nouveau le supplément en fonction des besoins, le DETEC devant lui soumettre une proposition conformément à l'al. 3. L'al. 1 fixe le supplément à 2,3 ct./kWh, compte tenu des besoins indiscutables en ressources.

A l'instar de ce qui prévaut déjà sous le régime de l'actuelle OEne, le supplément est prélevé une fois par trimestre (al. 2).

#### Art. 36 Utilisation

L'al. 1 explique la clé de répartition des ressources générées par le prélèvement du supplément entre les diverses mesures de soutien prévues par la LEne. Afin de garantir la flexibilité nécessaire, l'attribution des moyens est déterminée en cours d'exécution à l'aide de critères objectifs plutôt que d'être fixée dans l'ordonnance. Compte tenu de la liquidité globale du fonds alimenté par le supplément, il s'agit de considérer en premier lieu si les diverses mesures sont à même de contribuer à la réalisation du but de la loi (art. 1 LEne) et à la réalisation des valeurs cibles mentionnées aux art. 2 et 3 LEne (développement de l'électricité issue de sources d'énergie renouvelables et baisse de la consommation énergétique). En d'autres termes, le degré d'efficacité des mesures est déterminant. Il ne s'agit pas là de considérer une notion dans l'abstraction, mais de l'aborder en prenant en compte les demandes concrètement reçues ou attendues (besoins en ressources). Cette flexibilité doit conduire en quelque sorte à une concurrence entre les systèmes et contribuer ainsi à ce que les ressources du fonds alimenté par le supplément soient utilisées le plus efficacement possible. Par ailleurs, chaque type d'utilisation – également celles pour lesquelles les parts maximales prévues par la loi sont pleinement exploitées conformément à l'al. 2 – doit couvrir ses propres coûts concrets d'exécution et doit assumer sa part des coûts du remboursement du supplément visé à l'art. 39 de la loi.

L'al. 2 est voué à l'exploitation des parts maximales légales que la LEne assigne à certains types d'utilisation pour utiliser les ressources issues du supplément. Ces parts maximales sont prévues pour les appels d'offres publics, les contributions à la recherche de ressources géothermiques et les pertes liées aux garanties pour la géothermie, l'indemnisation de mesures d'assainissement écologique des cours d'eau au sens de la législation sur la protection des eaux et de la pêche, les contributions d'investissement pour les grandes installations hydroélectriques nouvelles et rénovées (0,1 ct./kWh dans



les deux cas) et la prime de marché pour l'électricité produite par les grandes centrales hydroélectriques (0,2 ct./kWh). En ce qui concerne les indemnités pour les mesures d'assainissement des installations hydroélectriques, les grandes installations hydroélectriques existantes et la prime de marché, il s'agit d'épuiser ces parts maximales, sous réserve d'un volume de requêtes reçues ou attendues suffisant. Ces instruments reçoivent donc un traitement privilégié dans le cadre de l'utilisation des ressources.

## **Section 2 Remboursement**

### **Art. 37 Conditions d'éligibilité**

L'art. 37, al. 1, de l'ordonnance précise que c'est le rendement du consommateur final concerné qui détermine si celui-ci assume principalement une tâche de droit public qui lui est attribuée en vertu d'une disposition légale ou contractuelle. Si tel est le cas, le consommateur final n'a pas droit au remboursement (art. 39, al. 3, première phrase LEn). En revanche, les consommateurs finaux de droit public ou privé, qui assument principalement une tâche de droit public en vertu d'une disposition légale ou contractuelle obtiennent, indépendamment de leur intensité électrique, le remboursement du supplément qu'ils ont acquitté pour l'exploitation de grandes installations de recherche au sein d'établissements de recherche d'importance nationale (art. 39, al. 3, deuxième phrase LEn).

La disposition de l'al. 2 délègue au DETEC la compétence du Conseil fédéral de désigner les grandes installations de recherche pour lesquelles le remboursement du supplément perçu sur le réseau peut être demandé. Le DETEC désigne les grandes installations de recherche concernées à l'annexe 4.

### **Art. 38 Période déterminante**

L'art. 38 reprend le contenu de l'actuel art. 3/ sans modification sur le fond.

### **Art. 39 Convention d'objectifs**

Hormis de petites adaptations rédactionnelles, l'art. 39, al. 1, reprend le contenu de l'actuel art. 3m, al. 1. A l'al. 2, seule la phrase «La convention d'objectifs est conclue avec la Confédération.» est supprimée, car cette disposition est déjà prévue à l'art. 40, let. a, LEn.

L'objectif d'efficacité énergétique annuel à respecter, prévu par la convention d'objectifs, décrit en principe un parcours linéaire entre la valeur de départ et la valeur cible au terme de la période couverte par la convention d'objectifs. Pour éviter tout malentendu, ce principe, déjà mis en œuvre en pratique, est expressément défini à l'al. 3. Il est uniquement possible de s'en écarter dans des cas fondés. L'al. 4, qui établit quand la convention d'objectifs est respectée, correspond à l'actuel art. 3m, al. 3, let. a.

A l'entrée en vigueur de la LEn révisée, l'obligation d'investir au moins 20% du montant remboursé dans des mesures supplémentaires visant à accroître l'efficacité énergétique disparaît. L'actuel art. 3m, al. 3, let. b, qui exige que le consommateur final réalise cet investissement de manière à ce que la convention d'objectifs soit respectée, est abrogé. Pour la même raison, l'al. 4 de l'actuel art. 3m est supprimé. En outre, l'actuel art. 3m, al. 3, let. c, est abrogé, puisque l'établissement d'un rapport au sens de l'art. 40, let. b, LEn ne fait désormais plus partie de la convention d'objectifs et qu'il est défini comme une condition distincte du remboursement du supplément perçu sur le réseau.

### **Art. 40 Rapport**

Hormis quelques adaptations rédactionnelles, l'art. 40 reprend presque sans modification le contenu de l'actuel art. 3n. La seule modification matérielle est l'abrogation de l'al. 2, let. e, qui se rapporte à l'obligation désormais caduque d'investir au moins 20% du montant remboursé.



#### **Art. 41**      Adaptation de la convention d'objectifs

L'OFEN examine désormais l'adaptation de la convention d'objectifs si l'efficacité énergétique du consommateur final est au moins de 10% inférieure ou supérieure à l'objectif d'efficacité énergétique fixé pour l'année en question. Dans la pratique, les 30% définis à l'actuel art. 30 étaient trop élevés.

L'art. 41 reprend sans modification, hormis quelques adaptations rédactionnelles, le contenu de l'art. 30.

### **Section 3      Procédure de remboursement**

#### **Art. 42**      Demande

Les al. 1 et 2 de l'art. 42 correspondent largement à l'actuel art. 30<sup>ter</sup>. L'al. 2, let. b, introduit dorénavant l'obligation de présenter avec la demande le rapport de l'organe de révision concernant le contrôle ordinaire ou restreint. Désormais toutefois, une attestation d'un expert-réviseur confirmant que la valeur ajoutée brute a été établie correctement ne devra plus être transmise que par les entreprises soumises à l'obligation de dresser des états financiers selon une norme reconnue (cf. art. 43, al. 2).

Le nouvel al. 3 contient une dérogation pour les consommateurs finaux visés à l'art. 39, al. 3, 2<sup>e</sup> phrase, LEnE qui demandent le remboursement du supplément qu'ils ont versé pour l'exploitation d'une grande installation de recherche au sens de l'annexe 4. La demande de remboursement de ces consommateurs finaux doit comporter la preuve de la quantité d'électricité prélevée pour exploiter la grande installation de recherche concernée et celle du supplément versé à ce titre.

Le nouvel al. 4 précise que, outre les éléments de preuve et les documents à soumettre conformément aux deux alinéas précédents, l'OFEN peut demander d'autres preuves et documents. Cela était déjà possible en raison de la liste non exhaustive des preuves et des documents à soumettre avec la demande conformément à l'art. 30<sup>ter</sup>, al. 2.

#### **Art. 43**      Valeur ajoutée brute

L'art. 43 ne règle plus, contrairement à l'actuel art. 30<sup>quater</sup>, que le calcul de la valeur ajoutée brute. Le calcul des coûts d'électricité est désormais réglé séparément à l'art. 46.

L'al. 1 reprend largement le contenu de l'actuel art. 30<sup>quater</sup>, al. 3. Il contient le principe, déjà en vigueur, selon lequel le calcul de la valeur ajoutée brute repose sur les comptes annuels soumis à un contrôle ordinaire des consommateurs finaux dans l'obligation de tenir une comptabilité et de présenter des comptes conformément à l'art. 957, al. 1, du code des obligations (CO). Par ailleurs, l'al. 1 renvoie pour le calcul de la valeur ajoutée brute au ch. 1 de l'annexe 5, qui remplace le contenu de l'actuel art. 30<sup>quater</sup>, al. 1, et fixe désormais le mode de calcul exact de la valeur ajoutée brute en cas de contrôle ordinaire.

L'al. 2 correspond à l'actuel art. 30<sup>quater</sup>, al. 4, et règle le calcul de la valeur ajoutée brute des entreprises soumises à l'obligation de dresser des états financiers selon une norme reconnue. Ces entreprises sont tenues de faire attester par un expert-réviseur agréé que la valeur ajoutée brute a été calculée correctement.

L'al. 3 correspond en grande partie à l'actuel art. 30<sup>quater</sup>, al. 5, et règle le calcul de la valeur ajoutée brute des entreprises qui ne sont pas soumises au contrôle ordinaire au sens de l'art. 727, al. 1, CO. Il renvoie au ch. 2 de l'annexe 5, qui fixe désormais le mode de calcul exact de la valeur ajoutée brute dans le régime du contrôle restreint et de la renonciation à un tel contrôle (*opting out*).

#### **Art. 44**      Coûts d'électricité, quantité d'électricité et supplément

L'art. 44, al. 1, fixe désormais explicitement ce qui est déjà mis en œuvre dans la pratique de l'exécution: les coûts d'électricité, la quantité d'électricité soutirée et le supplément acquitté en conséquence au cours de l'exercice en question doivent être établis sur la base de justificatifs de facture.





L'al. 2 reprend en grande partie le contenu de l'actuel art. 30<sup>quater</sup>, al. 2. Le supplément perçu sur le réseau est désormais inclus dans le calcul des coûts d'électricité. Conformément à la réglementation précédente, les coûts d'électricité doivent être facturés au consommateur final par un tiers. Ceci s'applique sans restriction pour les coûts de la fourniture d'électricité. Si le consommateur final produit de l'électricité lui-même, les coûts de production correspondants ne sont pas réputés coûts d'électricité au sens de la présente disposition. Les coûts d'utilisation du réseau sont généralement également déterminés au moyen de documents de facturation.

L'al. 3 régit la situation dans laquelle un consommateur final distribue l'électricité achetée qu'il consomme lui-même sur son propre réseau de zone. Dans ce cas, les coûts enregistrés par le gestionnaire de ce réseau pour l'exploitation et la maintenance de celui-ci dans le cadre de l'utilisation du réseau de zone - c.-à-d. les coûts qui seraient facturés par le gestionnaire de réseau à l'utilisateur final sans réseau de zone propre - sont également considérés comme des coûts d'électricité. Il s'agit de s'assurer que les gestionnaires de réseau de zone ne sont pas désavantagés par rapport aux utilisateurs finaux sans réseau de zone. Dans tous les cas, les coûts pour les installations internes aux bâtiments et spécifiques aux installations ne font pas partie des coûts de l'électricité.

L'al. 4 stipule dorénavant explicitement que les coûts de l'électricité soutirée qui n'est pas consommée, mais est revendue à d'autres utilisateurs finaux, ne sont pas considérés comme des coûts d'électricité. Ceci correspond à la pratique déjà en vigueur.

#### **Art. 45** Examen de la demande

Hormis de petites adaptations rédactionnelles, l'art. 45 reprend sans changement le contenu de l'actuel art. 30<sup>quinques</sup>.

#### **Art. 46** Versement annuel

Hormis de petites adaptations rédactionnelles, l'art. 46 reprend sans changement le contenu de l'actuel art. 30<sup>sexies</sup>. Si l'OFEN approuve la demande de remboursement, il verse le montant du remboursement après l'entrée en force de la décision.

#### **Art. 47** Versement mensuel

Hormis de petites adaptations rédactionnelles, l'art. 47 reprend sans changement le contenu de l'actuel art. 30<sup>septies</sup>, al. 1 à 5. Le versement a également lieu après l'entrée en force de la décision d'approbation.

L'al. 6 de l'actuel art. 30<sup>septies</sup> est en partie abrogé et en partie repris dans l'art. 48, al. 1. La partie supprimée est celle qui prévoit que les montants versés mensuellement sont imputés sur le montant définitif du remboursement et qu'une éventuelle différence en faveur des consommateurs finaux leur est versée. Ce principe est déjà ancré à l'art. 46, al. 1, raison pour laquelle il est en l'occurrence renoncé à une répétition.

#### **Art. 48** Restitution des remboursements obtenus indûment

L'art. 48, al. 1, correspond à la partie de l'actuel art. 30<sup>septies</sup>, al. 6, qui n'est pas abrogée. Cette disposition oblige les consommateurs finaux à restituer les montants remboursés de manière injustifiée s'ils ont reçu, en vertu de l'art. 48, un montant supérieur à celui qu'ils pourraient en fait revendiquer pour l'exercice visé.

Hormis de petites adaptations rédactionnelles, le contenu des al. 2 et 3 est repris de l'actuel art. 30<sup>octies</sup> en grande partie sans modification.

#### **Art. 49** Recours à des tiers

Hormis de petites adaptations rédactionnelles, l'art. 49 reprend sans changement le contenu de l'actuel art. 30<sup>novies</sup>.



## **Chapitre 7 Utilisation économe et efficace de l'énergie dans les bâtiments et les entreprises**

### **Art. 50 Bâtiments**

L'art. 50 reprend le contenu de l'actuel art. 11a, al. 1 à 4, sans changement matériel. L'al. 1 contient le principe selon lequel les cantons se basent sur les exigences cantonales harmonisées pour édicter des dispositions dans le domaine du bâtiment (art. 45, al. 3, LEne), par exemple le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC).

L'al. 2 précise que l'assainissement complet des systèmes de chauffage et d'eau chaude (let. a) et l'assainissement énergétique de bâtiments, dans la mesure où ces derniers sont intégrés dans des réseaux de chauffage à distance, où le décompte est effectué par bâtiment et où l'enveloppe d'un ou de plusieurs bâtiments est assainie à plus de 75% (let. b) sont réputés rénovations notables au sens de l'art. 45, al. 3, let. c, LEne.

### **Art. 51 Entreprises**

La Confédération aussi bien que les cantons concluent des conventions d'objectifs avec des entreprises dans le but d'accroître l'efficacité énergétique des entreprises. Si un canton utilise, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article sur les gros consommateurs (art. 46, al. 3, LEne), une convention d'objectifs de la Confédération par laquelle l'entreprise s'engage ou s'est engagée aussi envers la Confédération à améliorer son efficacité énergétique, la Confédération implique les cantons lors de l'élaboration des exigences générales de telles conventions d'objectifs, si les exigences générales ne sont pas déjà réglementées légalement au niveau fédéral. Les préoccupations des cantons doivent être prises en compte autant que possible.

Quiconque souhaite utiliser une telle convention d'objectifs élabore avec un tiers visé à l'art. 49, al. 1, let. a, une proposition de convention. L'OFEN est compétent pour examiner la proposition de convention d'objectifs et pour vérifier que la convention d'objectifs conclue est respectée. Il est ainsi possible de garantir, d'une part, que les mêmes conditions s'appliqueront sur l'ensemble du territoire suisse à toutes les entreprises parties à une convention d'objectifs donnée et que, d'autre part, les entreprises n'ont qu'un seul interlocuteur, ce qui évite des doublons tant pour les entreprises que pour l'administration.

A la demande d'un canton, l'OFEN peut, conformément à l'al. 3, assumer les tâches visées à l'al. 2 même si les conventions d'objectifs de la Confédération servent exclusivement à appliquer le modèle cantonal pour les gros consommateurs.

L'al. 4 prévoit que l'OFEN peut mandater des tiers jugés aptes pour réaliser les tâches visées à l'al. 2 (cf. art. 67, al. 1, let. d, LEne).

## **Chapitre 8 Encouragement**

### **Section 1 Mesures**

#### **Art. 52 Information et conseils**

Cette disposition s'inspire de l'actuel art. 12, al. 1. Elle s'articule désormais en deux alinéas et, compte tenu de la pratique à ce jour et des possibilités qu'offrent les médias numériques, elle décrit de manière un peu plus détaillée et ouverte les activités susceptibles d'être encouragées par la Confédération dans le domaine de l'information et du conseil.

#### **Art. 53 Formation et formation continue**

L'actuel art. 13 est en l'occurrence conservé sans changement matériel. Les contributions de la Confédération, visées à l'al. 1, let. a, peuvent être de nature financière ou non financière.



**Art. 54** Installations pilotes et de démonstration ainsi que projets pilotes et de démonstration

Les conditions du soutien apporté aux installations pilotes et de démonstration de même qu'aux projets pilotes et de démonstration (al. 1, let. a et b) s'inspirent des définitions actuelles visées à l'art. 1, let. l et m, OEnE. Cependant, les conditions ont été formulées de manière un peu plus abstraite, afin de correspondre aux développements de la science et de la société dans ce domaine. C'est ainsi que, pour les installations et projets pilotes, les termes d'installation, de véhicule et d'appareil ont cédé la place aux «systèmes énergétiques», aux «méthodes énergétiques» et aux «concepts énergétiques». Quant au domaine d'application, c'est-à-dire la destination de ces installations et projets, elle a été élargie à la saisie de données économiques et sociétales.

La notion de projet phare (al. 2) est désormais elle aussi définie. La périphrase qui la circonscrit reflète la pratique actuelle et vise à ce que ce statut ne soit reconnu qu'à des installations et projets auréolés du rayonnement nécessaire.

## **Section 2 Contributions globales**

**Art. 55** Conditions générales

Ces conditions générales, qu'il faut toujours observer lors de l'octroi de contributions globales en faveur de mesures d'information et de conseil, de formation et de formation continue ainsi que pour l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur, proviennent largement du droit actuel. Contrairement à la réglementation en vigueur (cf. art. 15a, al. 1 et 1<sup>bis</sup>, et art. 16, al. 1), ces conditions fondamentales ne sont plus formulées séparément, c'est-à-dire pour chaque domaine d'encouragement, mais en un seul endroit, à savoir dans un seul et même article.

La libération d'un crédit financier en faveur du programme, exigée à l'al. 2, let. b, signifie que la Confédération n'octroiera des contributions globales à un canton que pour des mesures qu'il est lui-même prêt à soutenir financièrement. Par exemple, si un canton ne libère un crédit que pour un programme d'information et de conseil (art. 47 LEnE), les contributions globales qu'il reçoit de la Confédération ne sauraient être utilisées simultanément pour un programme de soutien à l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur (art. 50 LEnE). Il en va de même si un canton limite le crédit financier dans le domaine de l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur à des mesures dites indirectes (p. ex. information, sensibilisation): en pareil cas, les contributions globales de la Confédération se limiteront également à des mesures de ce genre. Tant que les contributions globales de la Confédération sont financées par l'affectation partielle de la taxe sur le CO<sub>2</sub>, il faut noter que l'obligation de libération d'un crédit financier vaut seulement pour obtenir une contribution supplémentaire; un crédit cantonal ne constitue pas une exigence pour obtenir la contribution de base (voir art. 34, al. 3, let. b, de la loi sur le CO<sub>2</sub>).

Désormais, l'al. 2, let. c, précise expressément que les subventionnements multiples par les ressources de la Confédération sont proscrits. Il est en outre interdit qu'un projet déjà au bénéfice d'une rétribution d'injection soit soutenu par des contributions globales de la Confédération et qu'il obtienne par exemple une aide pour une mesure visant l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur.

La possibilité d'exécuter des programmes de contribution globale communs à plusieurs cantons, prévue jusqu'ici (cf. art. 16, al. 3, OEnE), disparaît du nouveau droit, d'autant que cette possibilité n'a jamais pu se concrétiser pour des raisons relevant de la technique d'exécution.

**Art. 56** Contributions globales aux programmes cantonaux d'information et de conseil ainsi que de formation et de formation continue

L'actuel art. 16a, al. 2, est maintenu ici sans modification. Les conseils relatifs à des objets et des processus (let. d) et les analyses (let. e) comprennent, en particulier, les études de faisabilité dans le sec-



teur du bâtiment, l'établissement de certificats énergétiques pour les bâtiments avec rapports de conseil, le coaching énergétique lors de la rénovation de bâtiments, l'assurance qualité et les mesures d'optimisation de l'exploitation dans le secteur du bâtiment.

**Art. 57 Contributions globales aux programmes cantonaux visant à encourager l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur**

La disposition de l'al. 1, mise en œuvre jusqu'à présent dans le cadre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa), vise à réduire les effets d'aubaine.

L'al. 2, let. a, vise d'une part à ce que les contributions globales soient surtout utilisées pour des mesures de personnes privées, comme le prévoit l'art. 52, al. 3, 1<sup>re</sup> phrase, LEne. L'al. 2, let. b, garantit que l'objectif de réduction de la consommation d'énergies fossiles, l'un des piliers centraux de la politique énergétique et climatique de la Confédération, soit également poursuivi dans les programmes d'encouragement cantonaux. C'est ainsi qu'il est interdit de faire bénéficier des contributions globales les installations CCF alimentées par des énergies fossiles, les chaudières à mazout à condensation ou les pompes à chaleur à gaz.

L'al. 3 a été repris sans changement de l'actuel art. 16, al. 1, OEne.

**Art. 58 Certificat énergétique pour les bâtiments assorti d'un rapport de conseil**

Conformément à l'art. 52, al. 3, LEne, le Conseil fédéral peut prévoir des dérogations à la réalisation d'un certificat énergétique pour les bâtiments assorti d'un rapport de conseil (CECB Plus).

C'est ainsi que l'art. 60, al. 2, OEne permet aux cantons de se référer à des certificats énergétiques des bâtiments différents si un CECB Plus ne peut pas être réalisé, à condition toutefois que ces certificats soient établis selon des normes techniques pertinentes reconnues. Il est ici fait référence en particulier aux normes SIA de la Société suisse des ingénieurs et des architectes. Par exemple, au lieu d'établir, sur la base de calculs, un certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) pour déterminer la catégorie d'efficacité énergétique, il sera possible de recourir à la variante du certificat énergétique mesuré selon le cahier technique SIA 2031 «Certificat énergétique des bâtiments». Ce cahier technique repose quant à lui sur la norme SIA 380/1 «L'énergie thermique dans le bâtiment» et sur les normes européennes de ce domaine, en particulier les normes SN EN 15217 et SN EN 15603.

Les exceptions à l'obligation de réaliser un CECB Plus visées à l'al. 3 ont été fixées en référence au Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa) et au Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC, état en 2014), de sorte que les cantons ne doivent pas adapter considérablement à cet égard leurs programmes d'encouragement correspondants. Les exceptions se réfèrent à des mesures de construction qui ne sont pas encouragées avec d'autres mesures pour lesquelles l'existence d'un CECB Plus est une condition préalable à une contribution. L'obligation d'élaborer un certificat énergétique pour les bâtiments avec un rapport de conseil (CECB Plus) ne peut donc pas être contournée, par exemple en accordant, en plus d'une contribution de 10 000 francs ou plus à l'assainissement de l'isolation thermique, une contribution à la réalisation d'un certificat Minergie ou à l'installation de panneaux solaires thermiques. Dans le cas d'une contribution de 10 000 francs ou plus à l'assainissement de l'isolation thermique, cela signifie qu'un certificat énergétique pour les bâtiments avec un rapport de conseil (CECB Plus) est requis dans tous les cas.

Quant au seuil de 10 000 francs fixé à la let. a, il faut clairement spécifier que le maître de l'ouvrage ne saurait contourner la disposition en subdivisant son projet pour soumettre plusieurs demandes (cf. art. 2, al. 2, du code civil [CCS; RS 210]). Une telle multiplication des demandes par morcellement du projet serait traitée comme une demande unique.

**Art. 59 Rapport**

L'al. 1 résume le contenu des art. 16b, al. 2, phrase 1 et 17, al. 4, 1<sup>re</sup> phrase actuels.

L'al. 2 a été repris sans changement du droit actuel (art. 15b, al. 2, 2<sup>e</sup> phrase, ancienne OEne).



L'al. 3 élargit l'étendue matérielle de l'actuel art. 17, al. 4, en ajoutant les contrôles effectués par sondage (let. c), que les cantons doivent effectuer sur place, en vertu de l'art. 60, al. 3, dans le domaine de l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur.

Selon l'al. 4, l'OFEN est habilité à poser des exigences matérielles et formelles quant aux données que lui transmettent les cantons dans le cadre de leur rapport annuel. Cette disposition vise à permettre à l'OFEN d'évaluer l'efficacité des mesures de manière aussi optimale et cohérente que possible.

L'al. 5 correspond à l'actuel art. 17, al. 5.

L'al. 6 crée la base juridique nécessaire au traitement statistique et garantit que les données seront à l'avenir transmises à la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie.

#### **Art. 60**      Contrôle

Les dispositions de cet article sont nouvelles. Elles émanent d'une recommandation du Contrôle fédéral des finances. Il est essentiel que les cantons contrôlent et garantissent sous leur propre responsabilité l'utilisation correcte des contributions globales qui leur sont octroyées (al. 1) et qu'ils renseignent la Confédération à ce sujet dans leur rapport annuel (al. 2). Ils doivent procéder à des contrôles par sondage sur place dans le domaine de leurs programmes en faveur de l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur (al. 3). L'OFEN est lui aussi habilité à contrôler par sondages la conformité juridique de l'utilisation des contributions globales (al. 4), que ce soit sur place ou à l'aide du rapport, de la comptabilité financière (compte d'Etat) ou à leur révision. S'il apparaît que les ressources allouées n'ont pas été utilisées correctement, les autorités cantonales doivent en exiger la restitution en vertu des art. 28 s. LSu. Si un canton ne s'acquitte pas dûment de ces obligations, de sorte que les contributions globales ne sont pas correctement utilisées, la Confédération exige la restitution du montant ou elle en tient compte dans l'octroi des contributions globales des années suivantes.

### **Section 3      Aides financières en faveur de projets individuels**

L'encouragement de projets de recherche individuels (cf. art. 49, al. 1, LEne) ne fait pas l'objet de la présente section de l'ordonnance sur l'énergie, car il est régi par la loi fédérale du 14 décembre 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI; RS 420.1) (cf. art. 51, al. 3, LEne).

#### **Art. 61**      Aides financières aux installations et aux projets pilotes et de démonstration ainsi qu'aux essais sur le terrain et aux analyses

Les al. 1 et 2 correspondent aux dispositions de l'actuel art. 14, al. 2 et 3. Relevons que les installations ou les projets pilotes et de démonstration peuvent désormais être implantées ou être réalisés à l'étranger.

L'al. 3 comble une lacune du droit actuel en fixant les critères permettant de déterminer le montant des aides financières dans le cas d'espèce.

#### **Art. 62**      Aides financières pour l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur

Cette disposition correspond à l'actuel art. 15.

### **Section 4      Procédure**

#### **Art. 63**      Teneur des demandes

Les al. 1 et 2 reprennent le contenu matériel de l'actuel art. 18.

L'al. 3 donne à l'OFEN la possibilité de définir plus précisément les documents requis.



#### **Art. 64**      Dépôt des demandes

Les al. 1 et 2 sont axés, avec quelques modifications rédactionnelles, sur le contenu normatif de l'actuel art. 19. S'agissant du soutien aux installations et projets pilotes et de démonstration, le délai de dépôt des demandes est fonction du début de l'exécution du projet visé (al. 2).

Le délai de dépôt des demandes n'est pas réglementé pour l'encouragement de mesures dans les domaines de l'information et du conseil, de la formation et de la formation continue ainsi que de l'utilisation de l'énergie et des rejets de chaleur. Cependant, l'OFEN est habilité à arrêter les modalités supplémentaires, notamment la forme et le délai du dépôt (al. 3).

#### **Art. 65**      Choix effectué au moyen d'une procédure d'appel d'offres public

Le choix par le biais d'une procédure d'appel d'offres public peut contribuer à ce que soient promus les installations et les projets qui apportent dans leur domaine la contribution probablement la plus importante à la réalisation de la politique énergétique de la Confédération. La mise au concours doit être telle qu'un maximum de soumissions soit transmis et qu'elles contiennent toutes les informations nécessaires à l'évaluation de la qualité de l'offre soumise.

#### **Art. 66**      Prise de position des cantons

Cette disposition correspond à l'actuel art. 19, al. 3.

#### **Art. 67**      Décision

L'al. 1 s'inspire de l'actuel art. 20, al. 1, phrases 1 et 2. Le délai d'ordre que l'OFEN doit respecter pour évaluer les demandes a été prolongé d'un mois, car le délai de deux mois qui s'appliquait jusqu'à présent s'est souvent avéré trop court en raison de la charge de travail élevée. Contrairement aux dispositions actuelles (art. 19, al. 1, 3<sup>e</sup> phrase), l'ordonnance ne stipule plus explicitement qu'il n'existe, même si les conditions légales sont remplies, aucun droit subjectif à une aide financière liée à un projet individuel ni à une contribution globale. Mais il n'en découle aucune modification de la situation juridique, puisque le législateur (loi et ordonnance) édicte exclusivement des «dispositions potestatives» s'agissant du soutien apporté par la Confédération.

L'al. 2 reprend le contenu matériel de l'actuel art. 20, al. 2.

L'al. 3 affaiblit l'obligation d'informer les cantons par rapport à l'actuel art. 20, al. 4, car la décision ne doit plus être communiquée que si elle «revêt une importance majeure» pour le canton concerné.

L'al. 4 correspond à l'actuel art. 20, al. 5.

### **Chapitre 9      Coopération internationale**

#### **Art. 68**

Cette disposition garantit que les accords de coopération utiles à la recherche énergétique avec des partenaires étrangers puissent encore être conclus au niveau départemental ou (dans le cas de contrats internationaux de portée limitée) de l'office. L'art. 48a, al. 1, de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA; RS 172.010) en constitue la base juridique. L'organe d'exécution est compétent pour les garanties d'origine et, conformément à l'al. 3, représente la Suisse au sein des instances internationales correspondantes.

### **Chapitre 10    Analyse des impacts et traitement des données**

#### **Art. 69**      Suivi

Un suivi a été assuré également sous le régime du droit actuel (cf. art. 20 ancienne LEné). L'al. 1 décrit le contenu de l'analyse en énumérant à titre d'exemples les domaines observés. L'OFEN dispose





donc d'une certaine liberté dans le choix précis des objets d'observation. La même remarque s'applique aux données à recueillir. Les données nécessaires dépendent des champs thématiques couverts par l'OFEN dans le cadre du suivi, y compris des évaluations visées à la let. h. Il s'agit par exemple de données relatives aux domaines suivants: la consommation énergétique et électrique, la production d'énergies renouvelables, les prix de l'énergie et les dépenses énergétiques, le développement du réseau, l'utilisation et la diffusion de systèmes de mesure, de commande et de réglage intelligents, les coûts d'utilisation du réseau, le volume et la part de la consommation propre dans la consommation électrique, la sécurité de l'approvisionnement, les émissions, etc. L'al. 3 vise à ce que des relevés à double soient évités autant que possible et à ce que les données relevées ne soient utilisées qu'aux fins prévues. En particulier, il ne doit pas être possible aux autres services de relever des données en régie propre au titre du suivi en question. En revanche, l'OFEN peut convenir avec les services visés à l'art. 56, al. 1 LEn que ces derniers collectent les données dont il a besoin pour le suivi, pour soulager les fournisseurs de données concernés

L'ECom peut, par exemple, entrer en considération: elle doit collecter notamment des données auprès des entreprises dans le domaine de l'approvisionnement en énergie et pourrait dans ce cadre collecter pour l'OFEN des données sur l'utilisation des compteurs intelligents ou la consommation pour les propres besoins.

La collecte des données doit donc respecter le principe de proportionnalité, conformément aux dispositions de l'art. 4 de la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale (LSF; RS 431.01).

#### *Art. 70*      Traitement des données personnelles

Il s'agit en l'occurrence de la disposition d'exécution de l'art. 58, al. 3, LEn. Cette disposition ne s'applique pas qu'au suivi, mais aussi aux autres tâches d'exécution. En tout état de cause, les exigences prévues par la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données (LPD; RS 235.1) doivent être observées. C'est pourquoi il est en particulier nécessaire de prendre les mesures organisationnelles et techniques appropriées pour prévenir la perte, la falsification, la destruction et le traitement non autorisé de données personnelles. Il convient également de garder à l'esprit que cette disposition ne signifie nullement que les données personnelles doivent toujours être conservées pendant une période de dix ans. Selon le cas, une pratique de conservation plus courte peut également se développer pour certaines données personnelles. En outre, une période de conservation différente peut également être prévue par une loi spéciale pour certains types de données.

## **Chapitre 11 Exécution**

#### *Art. 71*

L'OFEN exécute la présente ordonnance dans la mesure où une autre autorité fédérale, une autorité cantonale, l'organe d'exécution visé à l'art. 64 LEn ou l'ECom ne sont pas chargés de son exécution (al. 1).

En particulier s'agissant de l'encouragement de projets d'efficacité énergétique dans le secteur de la mobilité, il arrive que des projets concernent le domaine de compétence et les objectifs de plusieurs offices fédéraux et que, p. ex., le savoir-faire requis porte davantage sur les transports que sur l'énergie. Pour s'assurer que ces projets puissent être soutenus (tant sur le plan financier qu'en termes de mise en œuvre) par l'office fédéral disposant des connaissances techniques primordiales - mobilité ou énergie -, l'al. 2 prévoit que d'autres offices fédéraux que l'OFEN puissent également accorder les aides visées aux art. 53 à 55. Afin d'assurer la cohérence et l'uniformité dans le domaine d'encouragement de la LEn, l'encouragement d'un autre office fédéral est soumis à l'approbation préalable de l'OFEN.



## Chapitre 12 Organe d'exécution

### Art. 72 Demande budgétaire

Les coûts d'exécution prévisibles doivent être budgétés sur la base d'un catalogue de prestations et des valeurs d'expérience de l'exercice précédent et des structures quantitatives chiffrées déterminées spécifiquement par type d'utilisation. L'OFEN peut émettre des prescriptions à l'intention de l'organe d'exécution par voie de directives, tant concernant le budget que le catalogue de prestations (voir art. 77). Le délai imparti à la soumission de la demande de budget (al. 4) a été fixé d'une part de manière à ce que l'OFEN ait suffisamment de temps pour approuver, ou pour fixer définitivement le budget et, d'autre part, pour que l'organe d'exécution dispose déjà de valeurs d'expérience en quantités suffisantes pour estimer de manière adéquate les ressources nécessaires.

### Art. 73 Approbation et mandat de prestations

Le budget définitif est en principe arrêté par consentement mutuel. Si l'organe d'exécution et l'OFEN ne peuvent pas s'entendre en temps voulu, par manque de temps ou en raison de divergences sur le fonds, l'OFEN fait usage de sa compétence d'exécution et arrête unilatéralement le budget et les autres aspects du mandat de prestations, notamment le catalogue de prestations, par voie de décision. L'al. 3 concrétise le principe de la *clausula rebus sic stantibus* («les choses demeurant en l'état»), selon lequel le contenu du mandat doit être adapté en cas de changement important des circonstances.

### Art. 74 Décompte des coûts d'exécution

Le délai imparti à la présentation du décompte des coûts d'exécution (al. 1) a été choisi de manière à ce que la décision de l'OFEN quant à l'approbation du décompte final pour l'exercice précédent soit normalement disponible avant l'échéance du délai de dépôt de la demande de budget pour l'année suivante (voir art. 72, al. 1). Le législateur s'est abstenu d'édicter à l'adresse de l'OFEN des critères précis pour la décision d'approbation. L'OFEN a donc une certaine marge de manœuvre. Au demeurant, il peut également faire usage de ses compétences d'instance de surveillance et procéder à une correction éventuelle concernant le décompte, si cela apparaît nécessaire eu égard aux dispositions légales et au mandat de prestations attribué à l'organe d'exécution. Outre ou – dans la mesure où cela est opportun – au lieu de l'effet direct sur les versements au fonds dus par l'organe d'exécution ou de l'allocation issue du fonds alimenté par le supplément qui lui revient (al. 2), une telle correction peut aussi avoir un effet prospectif si elle est prise en compte dans le cadre de la fixation du budget de l'année suivante.

### Art. 75 Présentation des comptes

L'obligation faite à l'organisme d'exécution de présenter les comptes doit permettre aux milieux intéressés, en particulier à l'OFEN, de prendre connaissance de l'état de la fortune, du financement et des revenus de l'organe d'exécution. A l'instar de ce qui prévalait dans le cadre de l'exécution par la Société nationale du réseau de transport, l'organisme d'exécution est tenu, outre l'établissement de ses comptes conforme aux dispositions du code des obligations (art. 927 à 960<sup>e</sup> CO), de les clôturer conformément aux «Recommandations relatives à la présentation des comptes» (Swiss GAAP RPC) qui, en leur qualité de norme reconnue de présentation des comptes (art. 1, let. c, de l'ordonnance du 21 novembre 2012 sur les normes comptables reconnues (ONCR; RS 221.432), sont davantage encore soumises au principe comptable de la représentation fidèle de la réalité (*true and fair view*). Ce bouclage des comptes doit être contrôlé par un organe de révision, une entreprise de révision soumise à la surveillance de l'Etat au sens de l'art. 7, al. 1, de la loi du 16 décembre 2005 sur la surveillance de la révision (RS 221.302), dans le cadre d'un contrôle ordinaire des comptes (cf. art. 64, al. 4, LEn). Ces précautions accroissent la transparence de la présentation et donnent à l'OFEN la possibilité d'examiner les données de l'organe d'exécution de manière plus détaillée.



#### *Art. 76* Rapport

Dans le cadre de son rapport financier, l'OFEN est tenu de renseigner en particulier sur les versements effectués dans le domaine du système de rétribution de l'injection et de la rétribution unique. C'est pourquoi l'OFEN est tributaire de l'organe d'exécution quant à ces informations. Comme d'autres versements surviendront jusqu'à la fin de l'année civile, il s'agit en partie de données estimées et non encore définitives, qui ne doivent donc pas faire l'objet du contrôle de l'organe de révision.

#### *Art. 77* Directives

Pour que l'OFEN puisse exercer efficacement sa fonction de surveillance, il édicte des lignes directrices sur le contenu et la structure concernant le budget, le catalogue de prestations, le décompte et le rapport. De cette façon, d'une part, il peut formuler des directives d'encouragement efficaces et, d'autre part, contrôler l'utilisation des moyens et, enfin, intégrer les modifications nécessaires au niveau de l'exécution.

### **Chapitre 13 Dispositions finales**

#### *Art. 79* Disposition transitoire concernant le marquage de l'électricité

Le marquage de l'électricité visé à l'art. 4 est effectué pour l'année précédente. Les nouvelles dispositions de cette ordonnance s'appliqueront la première fois pour l'année de livraison 2018, pour laquelle le marquage de l'électricité devra être effectué en 2019. Ainsi, le marquage de l'électricité effectué en 2018 pour l'année de livraison 2017 sera encore soumis aux dispositions du droit actuel. Dans le cas des contrats d'approvisionnement pluriannuels existants, il est permis de procéder au marquage de l'électricité conformément au droit en vigueur jusqu'ici jusqu'à l'année de livraison 2020.

#### *Art. 80* Disposition transitoire concernant le remboursement du supplément

Les consommateurs finaux de droit public ou privé, qui assument principalement une tâche de droit public en vertu d'une disposition légale ou contractuelle, n'ont plus droit au remboursement du supplément à partir de l'entrée en vigueur de la LEne (art. 39, al. 3, 1<sup>re</sup> phrase, LEne). Si ces consommateurs finaux ont conclu une convention d'objectifs conformément à l'ancien droit, l'obligation de respect de la convention d'objectifs s'éteint à compter de l'entrée en vigueur de la LEne.

#### *Art. 81* Entrée en vigueur

La nouvelle ordonnance sur l'énergie entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018 en même temps que les modifications des dispositions de la loi.



## 7. Commentaires des annexes

### Annexe 1 Contributions à la recherche de ressources géothermiques

#### Ch. 1 Prospection et exploration

S'agissant des contributions à la recherche de ressources géothermiques, on distingue la prospection au sens étroit de l'exploration, à l'instar de ce qui prévaut dans l'industrie des ressources. Dans le cadre de la prospection, une ressource géothermique supposée est caractérisée indirectement à large échelle, au moyen de méthodes géologiques, de manière à accroître la probabilité de succès en cas de découverte ultérieure (ch. 1.2). L'exploration intervient dans un deuxième temps. Elle a pour but, au moyen d'un forage exploratoire, de prouver définitivement l'existence d'une ressource géothermique supposée et de déterminer son potentiel de rendement (ch. 1.3).

#### Ch. 2 Coûts d'investissement imputables

En ce qui concerne les coûts d'investissement imputables également, il est fait la distinction entre les coûts de prospection (ch. 2.1) et les coûts d'exploration (ch. 2.2). Conformément à la phrase introductive, les coûts d'investissement énumérés ne sont imputables que s'ils sont réellement encourus et sont directement nécessaires à la réalisation du but visé par les mesures. Ces mesures doivent en outre être exécutées de manière économique et adéquate. Les mesures disproportionnées ou inopportunes qualitativement ou quantitativement («référence absolue») sont jugées inadéquates et, de ce fait, leurs coûts ne sont pas imputables. Les coûts survenant dans le cadre de démarches administratives dans le contexte de la recherche de ressources géothermiques, comme p. ex. les coûts d'une étude de l'impact sur l'environnement au sens de l'art. 10a de la loi sur la protection de l'environnement ne sont pas non plus imputables (LPE; RS 814.01) (ch. 2.3).

#### Ch. 3 et 4 Procédure

En raison de la répartition mentionnée ci-dessus entre prospection et exploration, deux contributions correspondantes sont prévues, qui impliquent chacune une procédure distincte. La demande de contribution à la prospection doit notamment renseigner sur l'état actuel des connaissances sur la zone de recherche de ressources géothermiques fondé sur une mise à jour de toutes les géodonnées existantes, sur des analyses et des interprétations sous la forme d'un rapport (ch. 3.1, let. a).

Une requête de contribution à l'exploration ne peut être déposée que si une prospection a été réalisée au préalable (ch. 4.1).

Au demeurant, les explications concernant l'annexe 2 valent par analogie pour la demande, le groupe d'experts, le contrat, ainsi que la réalisation et l'achèvement du projet.

#### Ch. 5 Géodonnées

Les particuliers qui procèdent à des prospections ou à des explorations géothermiques doivent bénéficier, pendant une courte période de temps, du privilège de pouvoir utiliser les informations acquises dans ce cadre de manière exclusive en vue de déposer une demande d'autorisation d'utilisation ou de concession d'utilisation. Pendant cette période, les données sont considérées comme protégées et ne peuvent donc pas être mises à la disposition du public (art. 10g, al. 2, LPE en relation avec l'art. 7, al. 1, let. g, de la loi du 17 décembre 2004 sur la transparence [LTrans; RS 152.3]). C'est pourquoi les données mises à la disposition de swisstopo ne peuvent être publiées qu'à l'expiration d'un délai de 24 mois après l'achèvement de la prospection ou de 12 mois après l'achèvement de l'exploration géothermique.



Les différents délais sont justifiés par la charge de travail supplémentaire après la prospection pour planifier une campagne d'exploration et de réalisation, obtenir les autorisations officielles nécessaires et assurer le financement. S'agissant des dispositions concernant la nature des géodonnées aux ch. 5.1 et 5.2, les explications fournies à l'annexe 2, ch. 4, sont applicables par analogie.

## **Annexe 2      Garanties pour la géothermie**

### *Ch. 1*            Exigences minimales

Les mêmes exigences minimales s'appliquent aux projets pour lesquels une garantie pour la géothermie est demandée que dans le cadre de la rétribution de l'injection pour l'électricité provenant d'installations géothermiques.

### *Ch. 2*            Coûts d'investissement imputables

Outre ceux prévus par le droit actuel, les coûts imputables comprennent désormais les coûts de prospection visant à caractériser indirectement le réservoir au moyen de méthodes de mesure géologique et à déterminer l'emplacement du forage en surface et la cible souterraine du forage (let. a). Cette caractérisation voire cette identification est obtenue grâce à de nouvelles données primaires et secondaires. Une prospection qui repose sur des données déjà existantes ne correspond pas à un coût imputable. Les données primaires (données brutes) se distinguent des données secondaires en ce qu'elles ne sont ni interprétées ni analysées. Comme un concept concret de mise en valeur du sous-sol doit exister pour qu'une demande soit complète, mais qu'un tel concept ne saurait être disponible qu'après la phase de prospection, les coûts de prospection adéquats peuvent, en dérogation à l'art. 26 LSu, faire l'objet d'une demande après la fin des travaux. Les autres coûts d'investissement imputables (let. b à i) correspondent à ceux du droit actuel.

Conformément à la phrase introductive, les coûts d'investissement énumérés ne sont imputables que s'ils sont réellement encourus et sont directement nécessaires à la réalisation du but visé par les mesures. Ces mesures doivent par ailleurs être exécutées de manière économique et adéquate. Les mesures disproportionnées ou inopportunes qualitativement ou quantitativement («référence absolue») sont jugées inadéquates et, de ce fait, leurs coûts ne sont pas imputables. Les coûts survenant dans le cadre de démarches administratives dans le contexte de la recherche de ressources géothermiques, comme p. ex. les coûts d'une étude de l'impact sur l'environnement au sens de l'art. 10a LPE ne sont pas non plus imputables.

### *Ch. 3.1*        Demande

La demande doit, outre les aspects techniques, économiques, juridiques, relatifs à la protection de l'environnement et organisationnels, prendre désormais aussi en compte explicitement les aspects relevant de la sécurité et, du point de vue de l'innovation et du développement technologique, montrer la valeur ajoutée générée par la recherche de ressources géothermiques en Suisse grâce aux innovations planifiées. Les caractéristiques du projet sur lequel la demande doit renseigner sont reprises du droit précédent et complétées en conséquence.

Comparativement au droit actuel, les critères de succès techniques ne contiennent plus les processus chimiques des substances attendues (phases liquides et gazeuses). Seuls seront encore considérés comme critères de succès techniques les débits ou taux de circulation en fonction d'un abaissement projeté de la pression du réservoir et la température du réservoir géothermique dans le puits de forage à la hauteur du réservoir.



### Ch. 3.2 Examen de la demande

L'évaluation de la demande représente un processus intensif qui requiert de profondes connaissances des différentes disciplines (géologie, ingénierie de forage, ingénierie de production, ingénierie de réservoir, sécurité, économie, gestion de projet) et des conditions-cadre juridiques et réglementaires cantonales. De plus, les montants des garanties liés aux projets individuels sont très élevés. C'est pourquoi, pour examiner la demande, il est fait appel à un groupe d'experts chargé de remettre une recommandation à l'OFEN quant à l'octroi d'une garantie pour la géothermie.

### Ch. 3.3 Contrat

En raison de la complexité, des contenus spécifiques aux cas d'espèce et de la durée de la relation (plusieurs années) entre le requérant et l'OFEN, les prestations et contreparties à fournir dans le cadre de l'octroi d'une garantie pour la géothermie font notamment l'objet d'un contrat.

Pour le cas où le projet ne serait pas couronné de succès et ne serait pas poursuivi ni utilisé par ailleurs, le contrat prévoit, sous réserve des monopoles cantonaux, tels que les régales cantonales des mines, par exemple la possibilité d'une cession gratuite des installations à la Confédération et un droit d'emption de la Confédération sur le bien-fonds, afin que le projet puisse être réaffecté (p. ex. recherche).

### Ch. 3.4 Réalisation et achèvement du projet

Le projet est évalué par le groupe d'experts au terme des travaux (ch. 3.4.4). La garantie pour la géothermie n'est versée (au prorata) sur demande que si l'échec (partiel) est prouvé (ch. 3.4.5).

### Ch. 3.5. Calcul du montant versé

Dans le cas d'un versement au prorata (conformément à l'art. 26, en cas de succès partiel [let. a]) ou en cas d'échec quand le projet est utilisé à d'autres fins et génère des gains [let. b]), l'OFEN calcule le montant à verser sur la base d'une évaluation de la valeur nette de toutes les entrées et sorties de trésorerie actualisées. Pour le taux d'intérêt calculé nécessaire pour déterminer les intérêts calculés du capital, il peut être renvoyé à l'art. 66 de l'ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables.

### Ch. 4 Géodonnées

Lorsque des particuliers effectuent à leurs frais et à leurs propres risques des prospections ou des explorations scientifiques, les droits sur les données et informations géologiques acquises leur appartiennent; les réglementations du droit cantonal sur l'utilisation du sous-sol demeurent réservées, en particulier l'obligation de livraison des données au canton. Lorsque la Confédération octroie en cas d'échec ou d'échec partiel une prestation de garantie, elle peut revendiquer les droits d'utilisation des informations géologiques acquises au profit de la géologie nationale. Par ailleurs, le canton d'implantation doit lui aussi recevoir les géodonnées gratuitement et pouvoir les utiliser et les adapter conformément à sa propre réglementation cantonale.

En vertu de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (convention d'Aarhus; RS 0.814.07) et de l'art. 7, al. 8, de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE; RS 814.01), les données de prospection dans le domaine de la géothermie appartiennent aux informations sur l'environnement soumises en règle générale au principe de transparence (cf. art. 10g, al. 1 et 2, LPE). Dès que la Confédération entre en possession de ces données, celles-ci doivent en principe être accessibles au public.

Les géodonnées secondaires, c'est à dire les données géologiques primaires ou les données géologiques primaires traitées qui ont fait l'objet d'une interprétation, présentent d'une façon générale une





valeur intellectuelle protégée par le droit d'auteur et ne peuvent pas être publiées directement en vertu du principe de transparence (art. 10g, al. 2, LPE en relation avec art. 6, al. 2, de la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration [LTrans; RS 152.3]). L'Office fédéral de topographie swisstopo peut ainsi certes utiliser l'ensemble des données acquises en interne, mais il ne peut mettre à la disposition du public que les données primaires ou les données primaires traitées. swisstopo met les données à la disposition du public lorsque la garantie pour la géothermie est payée.

#### **Annexe 4      Grandes installations de recherche pour lesquelles le remboursement du supplément perçu sur le réseau peut être demandé**

A l'annexe 4, le DETEC désigne les grandes installations de recherche des établissements de recherche d'importance nationale pour lesquelles un remboursement du supplément peut être demandé en vertu de l'art. 39, al. 3, 2<sup>e</sup> phrase, LEn. Une installation est qualifiée de grande installation de recherche lorsqu'elle est directement utilisée pour effectuer des recherches sur un objet spécifique et qu'elle représente une unité spatiale, technique et énergétique dans laquelle toutes les machines, appareils et équipements sont interconnectés de manière fonctionnelle.

#### **Annexe 5      Calcul de la valeur ajoutée brute**

L'annexe 5 fixe avec de légères adaptations rédactionnelles le mode de calcul de la valeur ajoutée brute dans le cadre du contrôle ordinaire (ch. 1) ainsi que dans le cadre du contrôle restreint et de la renonciation à un tel contrôle (*opting-out*) (ch. 2).

#### **Annexe 6      Calcul des montants du remboursement**

L'annexe 6 reprend sans changement le contenu de l'actuel appendice 5.1 (calcul du montant du remboursement en cas de remboursement partiel du supplément) et de l'actuel appendice 5.2 (calcul des montants en cas de versement mensuel).

#### **Annexe 7: Abrogation et modification d'autres actes législatifs**

##### **Ch. I**

En raison de la présente révision totale de l'ordonnance, l'ordonnance du 7 décembre 1998 sur l'énergie est abrogée. Elle est remplacée par la nouvelle ordonnance sur l'énergie, par la nouvelle ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables et par la nouvelle ordonnance sur les exigences relatives à l'efficacité énergétique d'installations, de véhicules et d'appareils produits en série. Ces ordonnances entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018 en même temps que les modifications des dispositions de la loi.

##### **Ch. II**

**Ch. 1**    Ordonnance du 9 mai 1990 sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux (RS 221.213.11)

**Art. 6b** Achat d'électricité dans le cadre d'un regroupement à des fins de consommation propre

L'ensemble des coûts enregistrés pour la production sur le lieu de regroupement ainsi que pour l'achat d'électricité par le regroupement et les coûts nécessaires au fonctionnement du regroupement peuvent être imputés en tant que coûts accessoires en cas de regroupement avec des locataires et des preneurs à bail. La nécessité d'offrir cette possibilité découle de la nature de ces coûts. Il va de soi que d'autres types de décompte sont également envisageables, à condition que les exigences de l'article 17 OEn soient respectées.



Ch. 2 et 3 Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (RS 814.201) et ordonnance du 24 novembre 1993 relative à la loi fédérale sur la pêche (RS 923.01)

Compte tenu des changements de compétence concernant l'indemnisation des mesures d'assainissement dans le cas des centrales hydroélectriques et des adaptations de la numérotation des dispositions pertinentes, les désignations des services compétents et les références à OEne doivent être adaptées aux art. 41g, al. 2, et 42c, al. 3, de l'OEaux ainsi qu'à l'art. 9c, al. 2, de l'OLFP. Aucun autre changement - en particulier de nature matérielle - n'a été apporté à la législation existante.